



CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/1999  
4 juin 1951  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Treizième session

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES  
RELATIONS DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES AVEC L'ORGANISATION  
DES NATIONS UNIES ET AVEC LES INSTITUTIONS SPECIALISEES

Liste des organisations intergouvernementales dans les domaines  
économique et social

Edition de 1951

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
INTRODUCTION .....	4
LISTE DES ORGANISATIONS :	
I. AGRICULTURE, ALIMENTATION, PECHERIES ET SYLVICULTURE	
(1) Institut interaméricain de sciences agricoles .....	8
(2) Offices agricoles du Commonwealth .....	9
(3) Commission internationale des industries agricoles .....	9
(4) Association internationale d'essais de semences .....	10
(5) Commission internationale de sériciculture .....	12
(6) Commission internationale de la lutte contre le doryphore .....	13
(7) Office international des épizooties .....	13
(8) Bureau international permanent de chimie analytique pour les matières destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux .....	15
(9) Institut de la nutrition de l'Amérique centrale et du Panama ..	15
(10) Institut international du froid .....	16
(11) Conseil international pour l'exploration de la mer .....	17
(12) Commission internationale baleinière .....	18
(13) Conseil des pêcheries de l'Océan Indien et de l'Océan Pacifique .....	19
(14) Commission internationale pour l'exploration scientifique de la mer Méditerranée .....	20

II. ARTS, SCIENCES ET EDUCATION

(15)	Union internationale pour la protection des droits des auteurs sur leurs oeuvres littéraires et artistiques.....	22
(16)	Bureau central de la carte du monde au millionième.....	23
(17)	Institut panaméricain de géographie et d'histoire.....	24
(18)	Bureau international des poids et mesures.....	25
(19)	Bureau international de l'éducation.....	27

III. SANTE, HYGIENE ET MEDECINE

(20)	Organisation sanitaire panaméricaine.....	28
(21)	Comité permanent des congrès internationaux de médecine et de pharmacie militaires.....	29

IV. DROITS DE L'HOMME ET PROTECTION SOCIALE

(22)	Commission internationale pénale et pénitentiaire.....	31
(23)	Institut interaméricain d'études indigènes.....	33
(24)	Institut international américain pour la protection de l'enfance.....	35
(25)	Commission interaméricaine des femmes.....	36
(26)	Office central international pour le contrôle du commerce des spiritueux en Afrique.....	38
(27)	Union internationale de secours.....	39

V. COMMUNICATIONS ET TRANSPORTS

(28)	Office interaméricain de la radio.....	40
(29)	Office central des transports internationaux par chemins de fer.....	41
(30)	Conférence internationale pour l'unité technique des chemins de fer.....	42
(31)	Commission du Danube.....	43
(32)	Bureau hydrographique international.....	44
(33)	Commission centrale pour la navigation du Rhin.....	45
(34)	Commission internationale du phare du cap Spartel.....	46

	<u>Page</u>
VI. FINANCE, COMMERCE ET PRODUITS DE BASE	
(35) Banque des règlements internationaux.....	47
(36) Bureau international des tarifs douaniers.....	48
(37) Bureau international des expositions.....	49
(38) Union internationale pour la protection de la propriété industrielle.....	50
(39) Comité consultatif international du coton.....	51
(40) Groupe d'études international du caoutchouc.....	52
(41) Conseil international du sucre.....	53
(42) Groupe d'études international de l'étain.....	54
(43) Conseil international du blé.....	55
(44) Groupe d'études international de la laine.....	56
(45) Office international du vin.....	57
VII. AUTRES ORGANISATIONS	
(46) Commission des Caraïbes.....	58
(47) Commission du Pacifique Sud.....	59
(48) Conseil de coopération technique en Asie du Sud et du Sud-Est.....	60
ANNEXE A - LISTE DES ORGANISATIONS FIGURANT PRECEDEMMENT SUR LA LISTE ET SUPPRIMEES CONFORMEMENT AUX DECISIONS DU CONSEIL.....	61
ANNEXE B - INDEX ALPHABETIQUE.....	63

## INTRODUCTION

La présente liste d'organisations intergouvernementales est une version révisée de la liste antérieure (document E/1687), qui avait été soumise à la onzième session du Conseil et préparée comme suite à la Résolution 262 Q (IX) du Conseil économique et social, aux termes de laquelle le Secrétaire général était prié "de présenter périodiquement au Conseil la liste des organisations intergouvernementales, révisée en tant que de besoin". Les quarante-huit organisations qui y figurent ont été créées en vertu d'accords intergouvernementaux; leurs fonctions s'exercent dans les domaines économique, social, culturel, de l'éducation, de la santé publique et dans d'autres domaines connexes.

Cette liste d'organisations intergouvernementales a pour origine la résolution 128 B (VI) du Conseil, en date du 10 mars 1948, aux termes de laquelle le Secrétaire général était invité à préparer pour le Conseil, après s'être concerté avec les institutions spécialisées, un rapport sur "les organisations intergouvernementales qui ont des attributions semblables à celles de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, dans les domaines économique, social, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes". Après avoir étudié ce rapport au cours de sa septième session, le Conseil a adopté, le 29 août 1948, la Résolution 171 (VII), qui est ainsi conçue :

"Le Conseil économique et social,

Estimant que la création de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dont les fonctions s'exercent dans les domaines économique, social, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes, rend souhaitable un nouvel examen, de la part des Gouvernements, d'un éventuel double emploi ou d'une éventuelle dispersion des efforts de ces organisations et des autres organisations intergouvernementales existantes,

Reconnaissant que seuls les Etats membres de ces organisations peuvent prendre des mesures pour simplifier la structure des organisations intergouvernementales,

Invite le Secrétaire général à transmettre le 15 octobre 1948 au plus tard aux Etats membres et aux institutions spécialisées, une liste des organisations intergouvernementales comprenant celles qui figurent dans les documents E/818 et E/818/Add.1, préparés comme suite à la résolution 128 (VI) du Conseil, ainsi que toutes les autres organisations établies par accord intergouvernemental qu'il estimera devoir y ajouter;

Recommande aux Etats membres et aux institutions spécialisées de faire connaître le 1er février 1949 au plus tard, leur opinion concernant :

1. La liquidation éventuelle de ces organisations ou leur absorption ou fusion éventuelles avec l'Organisation des Nations Unies ou les institutions spécialisées,
2. Les relations qui pourraient être établies entre l'une quelconque des organisations figurant sur cette liste d'une part et l'Organisation des Nations Unies ou ses institutions spécialisées d'autre part; et

Invite le Secrétaire général à présenter pour le 1er mai 1949 un rapport d'ensemble basé sur les réponses reçues, qui sera soumis pour examen au Conseil lors de sa neuvième session."

La liste dont il était fait état dans cette résolution a été transmise en temps voulu, le 13 septembre 1948, aux Etats membres et aux institutions spécialisées (E/818/Rev.1). Après avoir étudié les observations des Etats membres et des institutions spécialisées au cours de sa neuvième session, le Conseil a adopté, le 27 juillet et le 10 août 1949, les résolutions 261 B (IX) et 262 A à C (IX), qui contenaient des décisions relatives à certaines des organisations figurant sur la liste; le Conseil décidait de supprimer de la liste dix-huit organisations comme n'entrant pas dans le cadre de son enquête et d'ajouter à la liste quatre autres organisations.

Au cours de la neuvième session, il a également été décidé de faire de la liste des organisations intergouvernementales un document de base qui serait révisé à intervalles réguliers et soumis à l'examen du Conseil. En conséquence, l'édition de 1950 de la liste a été étudiée par le Conseil à sa onzième session. Le Conseil a pris acte des mesures prises par divers gouvernements, institutions spécialisées et organisations intergouvernementales, pour simplifier et rationaliser le réseau des organisations intergouvernementales et il a formulé certaines recommandations spécifiques intéressant quelques-unes des organisations figurant sur la liste (Résolution 333 (A à E)(XI)). Le Conseil a noté que certaines des

organisations mentionnées avaient été absorbées par d'autres organisations ou avaient cessé leur activité, et il a décidé de supprimer de la liste les organisations suivantes :

- Conseil des pêcheries de l'Océan Indien et de l'Océan Pacifique
- Union internationale pour la protection de la nature
- Office international de chimie
- Bureau international de l'enseignement technique
- Bureau central panaméricain d'eugénique et d'homiculture
- Comité juridique interaméricain
- Comité international de coordination pour les mouvements migratoires européens
- Commission américaine permanente de l'aéronautique
- Office interaméricain des marques de fabrique
- Comité mixte de l'étain

Le Conseil a en outre décidé de faire figurer sur la liste la Commission inter-américaine des femmes.

Le présent rapport tient compte de ces décisions du Conseil. Toutefois, le cas du Conseil des pêcheries de l'Océan Indien et de l'Océan Pacifique a fait l'objet d'un supplément d'enquête de la part du Secrétaire général et il est apparu que, bien que cette organisation ait des rapports très étroits avec la FAO, elle constitue néanmoins, du point de vue technique, un organisme distinct créé en vertu d'un accord intergouvernemental séparé. Le Secrétaire général a donc fait figurer sur la présente liste, à titre provisoire, ladite organisation ainsi que le Council for Technical Cooperation in South and South-East Asia (Conseil de coopération technique en Asie du Sud et du Sud-Est). La Commission du Danube a, de même, été inscrite sur la liste à titre provisoire. Le Comité des chemins de fer panaméricains a été rayé de la liste, l'Union panaméricaine ayant fait savoir que l'Organisation des Etats américains avait déclaré que cet organisme n'existait pas.

Comme dans les précédentes éditions, les renseignements résumés dans la présente liste se fondent sur des données fournies par les organisations elles-mêmes (à l'exception d'une organisation qui n'a envoyé aucune réponse). Si les renseignements donnés sont essentiellement les mêmes que ceux qui sont présentés dans l'édition de 1950, des efforts ont toutefois été faits pour apporter

certaines précisions et pour mettre à jour les renseignements fournis, notamment en ce qui concerne la liste des membres et les ressources financières de ces organisations. Certaines modifications survenues dans le statut juridique ou la structure des organisations ou dans leurs relations avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées ont également été signalées. Les renseignements relatifs à chaque organisation portent sur a) l'adresse; b) les membres; c) le statut juridique; d) les fonctions et buts généraux; e) la structure; f) les ressources financières; g) les relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées. Une note a été ajoutée dans chaque cas pour indiquer les mesures pertinentes prises par le Conseil.

## I. AGRICULTURE, ALIMENTATION, PECHERIES ET SYLVICULTURE

### (1) INSTITUT INTERAMERICAIN DE SCIENCES AGRICOLES

Adresse : Pan-American Union Building, 17th and Constitution Avenue, N.W.  
Washington, D.C.

Etats membres : Peuvent appartenir à l'Institut toutes les Républiques américaines, dont dix versent actuellement des cotisations : Costa-Rica, Etats-Unis, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, République Dominicaine, Salvador et Venezuela.

Statut juridique : Créé par la Convention sur l'Institut interaméricain de sciences agricoles, conclue par les Gouvernements des Républiques américaines conformément à une résolution du huitième Congrès scientifique américain, tenu en 1940 à Washington. Cette Convention, qui a pris effet à la date du 1er décembre 1944, a été ratifiée par les Etats suivants : Costa-Rica, Etats-Unis, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, République Dominicaine, Salvador et Venezuela. L'Institut est une organisation spécialisée de l'Organisation des Etats américains.

Fonctions et buts généraux : Encourager et favoriser le progrès des sciences agricoles dans les Républiques américaines par des travaux de recherches, d'éducation et de vulgarisation dans la théorie et la pratique de l'agriculture et des autres arts et sciences connexes.

Structure : L'Institut se compose d'un Conseil exécutif, d'un Conseil consultatif technique et d'un Conseil d'administration. Le Conseil exécutif est l'organe de contrôle de l'Institut et a notamment pour fonctions d'élire le Directeur et de nommer un secrétaire responsable de la direction des travaux de l'Institut.

Ressources financières : Cotisations des Gouvernements membres; subventions spéciales d'organisations privées et de particuliers. L'ensemble des recettes pour l'exercice financier 1948-1949 est évalué à 412.018 dollars.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : L'Institut est en relations de travail officielles avec la FAO, notamment dans le domaine de la vulgarisation agricole et de la conservation des ressources.

Note : Le rapport que le Secrétaire général était prié de préparer, conformément à la Résolution 262 P (IX), a été soumis au Conseil en temps opportun (E/1574/Annexe II).



(2) OFFICES AGRICOLES DU COMMONWEALTH

Adresse : Farnham House, Farnham Royal, Bucks, Royaume-Uni.

Etats membres : Australie, Canada, Ceylan, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Rhodésie du Sud, Royaume-Uni, Union Sud-Africaine, colonies, protectorats et Territoires sous tutelle (représentés par le Ministère des colonies).

Gouvernements associés : République d'Irlande, Soudan anglo-égyptien.

Statut juridique : Créés, par une conférence tenue à Londres, sous le nom de "Offices agricoles impériaux". Le 1er janvier 1948, l'organisation a pris le nom de "Offices agricoles du Commonwealth".

Fonctions et buts généraux : Servir de centre pour l'échange de renseignements utiles aux personnes qui effectuent des recherches dans les domaines de l'agriculture et de la sylviculture dans tout le Commonwealth.

Structure : Se composent de 14 offices et instituts techniques, sous le contrôle général du Conseil exécutif qui se réunit neuf ou dix fois par an. Cette organisation fait l'objet d'un examen lors des conférences impériales qui ont lieu tous les cinq ans.

Ressources financières : Contributions des Etats membres et bénéfices provenant de la vente de ses publications. Budget annuel pour la période de cinq ans venant à expiration en 1952 : 150.000 livres sterling. Budget annuel de 1952 à 1957 : 237.000 livres sterling.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Un échange de lettres officielles a eu lieu avec la FAO au sujet de la représentation réciproque lors des conférences et des réunions techniques.

Note : Par sa résolution 262 I (IX), le Conseil a pris acte, avec satisfaction, de l'établissement de relations avec la FAO.

(3) COMMISSION INTERNATIONALE DES INDUSTRIES AGRICOLES

Adresse : 18, avenue de Villars, Paris 7ème, France.

Pays membres : Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Danemark, Egypte, Equateur, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Honduras britannique, Hongrie,

Italie, Liban, Libéria, Luxembourg, Ile Maurice, Maroc, Mexique, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République Dominicaine, Roumanie, Salvador, Suède, Suisse, Syrie, Tchécoslovaquie, Tunisie, Uruguay, Yougoslavie.

Statut juridique : Créée par un statut adopté à Paris le 30 mars 1934, et révisé le 11 juin 1936.

Fonctions et buts généraux : Essentiellement, organiser à intervalles réguliers des congrès internationaux pour étudier les problèmes actuels ayant trait aux industries agricoles. La Commission a maintenant entrepris de créer un centre de documentation moderne, où des renseignements et des exemplaires des publications les plus récentes sur l'agriculture sont mis à la disposition du public grâce à un service de microfilms.

Structure : Se compose d'une Assemblée générale, d'un Conseil et d'un Bureau. L'Assemblée générale se réunit une fois par an, le Conseil deux fois par an et le Bureau, organe exécutif de la Commission, dans les conditions et au moment voulus sur convocation du Président de la Commission.

Ressources financières : Souscriptions des Etats membres.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Relations de travail avec la FAO.

Note : Par sa résolution 262 I (IX), le Conseil a pris acte avec satisfaction de l'établissement de relations avec la FAO.

#### (4) ASSOCIATION INTERNATIONALE D'ESSAIS DE SEMENCES

Adresse : Association internationale d'essais de semences, Thorvaldsensvej 57, Copenhague V, Danemark.

Membres : Les membres de cette Association sont des personnes accréditées par leurs gouvernements qui se livrent à des recherches et des expériences en matière d'essais de semences, ou exercent le contrôle technique des essais de semences. Cette définition s'applique, en pratique, aux stations officielles d'essais de semences contrôlées par les gouvernements, et aux associations de ces stations.

La liste la plus récente des membres comprend les stations officielles des Etats

ci-dessous : Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Bulgarie, Canada, Danemark, Egypte, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Palestine, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Union Sud-Africaine, Yougoslavie.

Statut juridique : Créée en 1921 sous le nom de "Association européenne d'essais de semences" par accord officieux entre 16 Etats européens, l'organisation a pris son titre actuel en 1924 lorsqu'elle s'est ouverte aux Etats non européens.

Ses travaux ont été interrompus par la guerre et lorsque le Congrès et l'Assemblée de l'Association se sont réunis à Washington, en 1950, le statut de l'Association a été quelque peu modifié par les trente et quelques Etats, qui participaient à la conférence.

Fonctions et buts généraux : Le nouveau statut stipule que l'Association a pour but de faire progresser l'étude de toutes les questions visant à normaliser et donner une plus grande précision aux méthodes appliquées pour procéder aux essais de semences et pour apprécier la qualité de celles-ci, en vue d'obtenir de meilleurs résultats aux différents stades de la production, du traitement, de la répartition et de l'utilisation des semences.

Structure : Un Congrès se tient à peu près tous les trois ans. L'Assemblée, qui se réunit à intervalles réguliers, est l'organe qui prend les décisions de politique générale. Un Comité exécutif fonctionne en dehors des sessions du Congrès et de l'Assemblée. Les principaux membres du bureau sont le Président, le Vice-président et le Secrétaire trésorier. Il y a douze Comités d'experts.

Ressources financières : Les ressources de l'Association sont constituées par les cotisations annuelles des gouvernements associés, dont le montant dépend du nombre de stations officielles d'essais de semences existant dans le pays intéressé.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : A la suite d'une résolution adoptée à Washington en 1950, des négociations sont en cours entre l'Association et la FAO en vue d'établir entre ces deux organisations une étroite collaboration pour toutes les questions ayant trait à la technologie des semences, prise dans son acception la plus large.

Note : Par sa résolution 333 (XI), le Conseil économique et social a prié l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture de faire rapport à la 13ème session

du Conseil sur la marche de ses négociations avec l'Association internationale d'essais de semences.

(5) COMMISSION INTERNATIONALE DE SERICICULTURE

Adresse : Station de recherches séricicoles, 28, quai Boissier-de-Sauvage, Ales, Gard, France.

Etats membres : Belgique, Chine, Colombie, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Iran, Italie, Japon, Liban, Norvège, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Turquie.

Statut juridique : Créée par le 7<sup>ème</sup> congrès international de sériciculture tenu en juin 1948 à Ales, France.

Fonctions et buts généraux : 1) Mettre en oeuvre les résolutions du Congrès dans trois domaines : économique, technique et scientifique; 2) prendre les dispositions nécessaires pour la création, en liaison avec les organisations internationales existantes (notamment le Bureau international de la soie créé par le Congrès international de la soie en 1948), d'une Fédération internationale de la sériciculture; 3) prendre les dispositions nécessaires en vue du 8<sup>ème</sup> Congrès international de la sériciculture. On estime que l'organisation permanente à créer aura des fonctions de caractère à la fois scientifique et économique. Elle assurera la liaison entre les stations de recherches et les centres d'élevage des différents Etats; publiera une revue, dont une partie sera consacrée aux sélections génétiques - tant mûriers que vers à soie -; organisera des congrès; s'occupera de toutes les questions de caractère international relatives au progrès de la sériciculture.

Structure : Dirigée par un Conseil exécutif qui se réunit une fois par an. Le fonctionnaire principal est le secrétaire général.

Ressources financières : Financée par les Etats membres. Le budget pour 1949 s'élevait à 5.500.000 francs français.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : La résolution qui a créé la Commission prévoit la liaison avec la FAO et l'UNESCO.

(6) COMMISSION INTERNATIONALE DE LA LUTTE CONTRE LE DORYPHORE

Adresse : c/o Dr V.E. Wilkins, 1-3 St. Andrews Place, Regent's Park, Londres.

Etats membres : Aucun jusqu'à présent; mais les Etats ci-dessous étaient représentés à la deuxième Conférence internationale pour la lutte contre le doryphore, qui s'est tenue en octobre 1948 : Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie et Yougoslavie. Les autorités alliées de contrôle en Allemagne étaient également représentées.

Statut juridique : Créé sur la recommandation de la première Conférence internationale pour la lutte contre le doryphore, tenue officieusement à Bruxelles en octobre 1947. La question de la création d'une organisation intergouvernementale officielle pour la protection des plantes en Europe sera étudiée par un congrès international phytopathologique qui sera convoqué par le Gouvernement néerlandais, de concert avec la FAO, du 26 avril au 6 mai 1950, à La Haye.

Fonctions et buts généraux : Coordination des mesures à prendre pour lutter contre le doryphore.

Structure : Se compose d'un sous-comité technique chargé des questions présentant un intérêt commun et d'un comité exécutif et financier chargé des questions qui se posent en dehors des sessions du comité principal.

Ressources financières : Les crédits proviendront des Etats membres.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Relations avec la FAO - voir le paragraphe "Statut juridique".

Note : Ajouté à la liste des organisations intergouvernementales le 10 août 1949 (résolution 262 Q (IX)).

(7) OFFICE INTERNATIONAL DES EPIZOOTIES

Adresse : 12, rue de Prony, Paris (17ème), France.

Pays membres : Afrique équatoriale française, Afrique occidentale française, Albanie, Algérie, (Allemagne), Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Congo belge, Côte française des Somalis, Danemark, Egypte, Empire colonial portugais, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, (Indochine), Irak, Italie, Japon, Liban, Luxembourg, Madagascar, Maroc, Mexique, Mozambique, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-

Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Union Sud-Africaine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.

Statut juridique : Créé par un accord international élaboré le 25 juillet 1924.

Fonctions et buts généraux : Recueillir et signaler à l'attention des gouvernements les faits relatifs aux maladies épizootiques et les moyens de lutter contre elles; stimuler et coordonner les recherches d'ordre expérimental et autre relatives à la lutte contre les maladies contagieuses; préparer et encourager la conclusion d'accords internationaux concernant les règlements de contrôle, et venir en aide aux gouvernements pour la mise en vigueur desdits règlements.

Structure : L'Office est placé sous l'autorité et le contrôle d'un Comité international qui se réunit périodiquement au moins une fois par an. Le Comité désigne le directeur de l'Office.

Ressources financières : L'Office est financé par les contributions des Etats membres.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Depuis septembre 1947, des négociations sont en cours entre l'Office et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture afin de rechercher les moyens d'établir une coopération qui permette de mettre au point un système international unique de rassemblement et de diffusion des renseignements relatifs aux maladies animales transmissibles, sans que, toutefois, l'Office perde son indépendance et son autonomie. En fait, les deux organisations ont beaucoup collaboré dans le domaine des maladies animales. On a également envisagé de faire de l'Office international des épizooties une Commission de la FAO.

Note : Conformément à la résolution 262 F (IX) du Conseil, la FAO a fait rapport au Conseil sur les progrès de ses négociations avec l'Office international des épizooties. Par sa résolution 333 D (XI), le Conseil a recommandé aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Office international des épizooties et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, d'examiner à nouveau les possibilités de mettre au point, sur le plan international, un mécanisme permettant de recueillir et de diffuser les renseignements ainsi que de coordonner les mesures concrètes de lutte contre les maladies des animaux, et il a exprimé l'espoir que le prochain rapport de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture au Conseil enregistrerait des résultats précis dans ce domaine.

(8) BUREAU INTERNATIONAL PERMANENT DE CHIMIE ANALYTIQUE POUR LES MATIERES  
DESTINEES A L'ALIMENTATION DE L'HOMME ET DES ANIMAUX

Adresse : 18, Avenue de Villars, Paris (7ème), France.

Etats membres : Argentine, France, Grèce, Hongrie, Mexique, Portugal, Uruguay.

Statut juridique : Créé par une convention tenue à Paris le 16 octobre 1912.

Fonctions et buts généraux :

1) Vérifier toutes les méthodes de chimie analytique et, de façon générale, tous les procédés scientifiques ayant pour but de déterminer la nature et la quantité des éléments contenus dans les matières destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux.

2) Comparer entre eux les procédés et les méthodes d'analyse employés dans les divers pays pour déterminer les concordances éventuelles entre ces divers procédés et méthodes, afin de lutter contre les falsifications et de faciliter les échanges internationaux.

3) Mettre à la disposition des pays contractants les moyens de procéder à l'étude sur place des procédés et méthodes d'analyse préconisés par le Bureau international de chimie analytique.

Structure : Se compose d'un Comité composé de délégués de sept Etats contractants. Le Président, le Directeur général et le Directeur général adjoint sont les membres principaux du Bureau du Comité.

Ressources financières : Contributions des Etats membres.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Entretient avec la FAO des relations officielles.

Note : Par sa résolution 262 I (IX), le Conseil a pris acte avec satisfaction de l'établissement de relations avec la FAO.

(9) INSTITUT DE LA NUTRITION DE L'AMERIQUE CENTRALE ET DU PANAMA

Adresse : Instituto de Nutrición de Centro América y Panamá, Jardín Botánico, Guatemala, Guatemala C.A.

Etats membres : Costa-Rica, Guatemala, Honduras, Panama, Salvador.

Statut juridique : Créé par un accord élaboré en février 1946; a été officiellement inauguré le 16 septembre 1949.

Fonctions et buts généraux : Entreprendre, diriger et promouvoir les recherches et l'éducation dans le domaine de la nutrition en Amérique centrale.

Structure : L'Institut tient tous les ans une assemblée générale. Un comité technique consultatif tient une réunion distincte une fois par an. Les principaux membres du bureau de l'Institut sont le Directeur, les chefs des divers laboratoires techniques et les docteurs chargés de diriger les équipes volantes.

Ressources financières : Cotisations : chaque Etat membre verse 12.500 dollars.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : L'Institut est placé sous la direction générale de l'Organisation sanitaire panaméricaine qui est l'organisme régional de l'Organisation mondiale de la santé. La FAO et le FISE se sont conjointement intéressés de façon active aux travaux de l'Institut.

Note : Le Secrétaire général a soumis à la dixième session du Conseil le rapport (E/1574/Annexe III) demandé par la résolution 262 P (IX) du Conseil.

#### (10) INSTITUT INTERNATIONAL DU FROID

Adresse : 9, Avenue Carnot, Paris (17ème), France.

Pays membres : Afrique équatoriale française, Afrique orientale italienne, Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Bulgarie, Chine, Cuba, Danemark, Espagne, France, Grèce, Indes néerlandaises, Indochine, Italie, Japon, Libye, Luxembourg, Madagascar, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni, Roumanie, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Tunisie, Union Sud-Africaine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Statut juridique : Créé par la Convention internationale du 21 juin 1920, à Paris.

Fonctions et buts généraux : Répandre dans le monde les connaissances relatives à l'industrie du froid par la publication d'un bulletin périodique, par des réunions annuelles des comités administratif et technique, par l'encouragement des recherches scientifiques et techniques, par la création de cours sur le froid (fondation d'un cours international sur le froid à l'Institut de l'oxygène de Leyde, Pays-Bas), et par la convocation de congrès internationaux, qui doivent



avoir lieu, chaque année en principe, dans l'une des capitales de l'Europe ou de l'Amérique.

Structure : Se compose d'une conférence générale, d'un conseil d'administration et d'un comité exécutif. Le Directeur et le secrétaire général sont les membres principaux du bureau. La conférence générale, où sont représentés tous les Etats membres, se tient tous les quatre ans. Le comité exécutif se réunit au début de chaque année, après les réunions du Conseil d'administration.

Ressources financières : Contributions des Etats membres (budget annuel de 1.200.000 francs environ).

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées:

Voir "Note".

Note : Par sa résolution 262 E (IX), le Conseil a recommandé l'établissement de relations de travail avec la FAO.

#### (11) CONSEIL INTERNATIONAL POUR L'EXPLORATION DE LA MER

Adresse : Boîte postale 20, Charlottenlund (Charlottenlund Slot), Danemark.

Etats membres : Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, République d'Irlande, Islande, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Suède.

Statut juridique : Créé le 22 juillet 1902 par accord entre les représentants de l'Allemagne, du Danemark, de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, de la Norvège, de la Hollande et de la Russie, auxquels se sont joints ultérieurement d'autres Etats.

Fonctions et buts généraux : Etudes de science appliquée sur les poissons comestibles, le plancton et l'eau de mer, en vue d'établir la base de conventions internationales destinées à assurer un meilleur rendement de la pêche.

Structure : L'organe directeur se compose d'un bureau qui se réunit deux fois par an. Les séances plénières, ainsi que les réunions de comité, se tiennent une fois par an. Le bureau du Conseil comprend le Président, le Vice-Président et le secrétaire général.

Ressources financières : Contributions des pays membres; 30.000 couronnes pour les grandes puissances et, pour les autres pays, 15.000 couronnes.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Est en étroites relations de travail avec la FAO en ce qui concerne l'échange de renseignements, le rassemblement et la normalisation des statistiques relatives aux pêcheries; le Conseil envoie des représentants aux réunions de la FAO sur la base de la réciprocité.

Note : Par sa résolution 262 I (IX), le Conseil a pris acte avec satisfaction de l'établissement de relations avec la FAO.

#### (12) COMMISSION INTERNATIONALE BALEINIÈRE

Adresse : Fisheries Department, St Stephens House, Victoria Embankment, Westminster, Londres, S.W.1.

Etats membres : Australie, Brésil, Canada, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, France, Islande, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Panama, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Union Sud-Africaine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Statut juridique : Créé en vertu des dispositions de la Convention internationale pour la chasse à la baleine conclue à Washington, le 2 décembre 1946, et signée par les Etats suivants : Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, France, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Pérou, Royaume-Uni, Union des Républiques socialistes soviétiques. La Convention est entrée en vigueur en novembre 1948, et la Commission s'est réunie pour la première fois à Londres de mai à juin 1949.

Fonctions et buts généraux : Encourager, recommander ou organiser des études et des enquêtes relatives aux baleines et à la chasse à la baleine; rassembler et analyser les renseignements statistiques relatifs à la situation actuelle et à l'évolution des espèces baleinières et aux incidences de la chasse à la baleine sur ces espèces; étudier, analyser et diffuser des renseignements sur les méthodes permettant de maintenir et d'augmenter les troupeaux de baleines. La Commission est habilitée à amender le Règlement de la Convention de 1946, qui régit la chasse à la baleine.

Structure : La Commission comprend maintenant deux comités : un comité scientifique et technique, et un comité financier et administratif. A la tête de son secrétariat se trouve le secrétaire général.

Ressources financières : Le montant total du budget pour 1950-1951 est de 2.400 livres sterling; chacun des seize Etats membres de la Commission y contribue pour 150 livres sterling. Pour le moment, la Commission est en partie logée par le Ministère de l'agriculture et des pêcheries du Royaume-Uni, qui lui fournit également une partie de son personnel.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : A sa deuxième session, tenue à Oslo en 1950, la Commission a décidé, pour des raisons d'ordre économique de ne pas se laisser rattacher à une institution spécialisée des Nations Unies (ainsi que la Convention de 1946 en prévoyait la possibilité). Elle a décidé, au cours de la même session, de maintenir une collaboration très étroite avec des organismes tels que la FAO, qui a été invitée à assister aux réunions de la Commission.

Note : Ajoutée à la liste des organisations intergouvernementales le 10 août 1949 (résolution 262 Q (IX) du Conseil).

#### (15) CONSEIL DES PECHERIES DE L'OCEAN INDIEN ET DE L'OCEAN PACIFIQUE

Adresse : c/o Bureau régional de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient, Maliwan Mansion, Phra Atit Road, Bangkok, Thaïlande.

Etats membres : Australie, Birmanie, Ceylan, Chine, République de Corée, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Indonésie, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Royaume-Uni, Thaïlande, Vietnam.

Statut juridique : Créé par un accord élaboré lors de la Conférence des pêcheries de la FAO, tenue à Baguio le 26 février 1948, et officiellement constitué le 9 novembre 1948.

Fonctions et buts généraux : Promouvoir l'intérêt réciproque pour la mise en valeur et l'utilisation rationnelle des ressources en espèces aquatiques des régions de l'océan Indien et du Pacifique.

Structure : Le Conseil, qui se compose de représentants des Etats membres, se réunit au moins une fois par an. Il a un comité exécutif, qui se réunit selon les besoins, et deux comités techniques, qui se réunissent aux dates de session du Conseil.

Ressources financières : Financé par la FAO; budget annuel pour 1951 : 5.250 dollars.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Créé sous l'égide de la FAO. La FAO fournit le Secrétariat du Conseil et en assume les frais.

Note : Ajouté à la liste des organisations intergouvernementales le 10 août 1949 (résolution 262 Q (IX)). Au cours de la onzième session du Conseil économique et social, une proposition a été présentée au Comité de coordination (Genève, juillet 1950), en vue de rayer le Conseil des pêcheries de l'océan Indien et de l'océan Pacifique de la liste des organisations intergouvernementales, parce qu'il fait partie de la FAO. Ayant étudié de façon plus approfondie le statut juridique de cette organisation, le Secrétariat a conclu que, bien que le Conseil ait avec la FAO d'étroites relations de travail, il a été créé en vertu d'un accord intergouvernemental distinct; d'autre part, les conditions d'admission de ses membres sont régies par des principes différents. Le Conseil des pêcheries de l'océan Indien et de l'océan Pacifique est donc maintenu sur la présente liste, sous réserve de l'approbation du Conseil.

(14) COMMISSION INTERNATIONALE POUR L'EXPLORATION SCIENTIFIQUE DE LA MER  
MEDITERRANEE

Adresse : Office scientifique et technique des pêches maritimes, 59, Avenue Raymond Poincaré, Paris (16ème), France.

Etats membres : Chypre, Egypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Maroc espagnol, Monaco, Palestine, Roumanie, Syrie, Tunisie, Turquie, Yougoslavie.

Statut juridique : Créé par un acte constitutif et un règlement intérieur élaborés lors d'une réunion convoquée par le Roi d'Espagne, à Madrid, en novembre 1919. L'acte constitutif et le règlement ont été révisés lors de la réunion de la Commission tenue en 1929 à Malaga, Espagne.

Fonctions et buste généraux : Exploration scientifique de la Méditerranée.

Hydrographie, hydrologie, biologie maritime. D'une manière générale, toutes les questions appartenant à l'océanographie physique et biologique. Exploitation des ressources marines. Pêcheries, industries connexes de la pêche.

Structure : La Commission se réunit une fois tous les deux ans. Le Bureau central, qui est l'organe exécutif, se réunit une fois par an entre les sessions de la Commission. Le Président et le secrétaire général sont les membres principaux du Bureau de la Commission.

Ressources financières : Chaque gouvernement doit verser annuellement 5.000 francs français.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Néant.

Note : Au cours de sa dixième session, le Conseil, après avoir étudié un rapport du Secrétaire général sur cette Commission (document E/1574/Annexe I), a adopté une résolution recommandant aux Membres des Nations Unies qui sont également membres de la Commission de prendre des mesures pour liquider cette organisation (résolution 286 (X)). Des négociations en ce sens sont en cours entre la FAO et la Commission internationale pour l'exploration scientifique de la mer Méditerranée. A sa onzième session, le Conseil économique et social, par sa résolution 333 F (XI), a prié l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture de faire rapport à la treizième session du Conseil sur les progrès accomplis dans ces négociations.

## II. ARTS, SCIENCES ET EDUCATION

### (15) UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES DROITS DES AUTEURS SUR LEURS OEUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES

Adresse : Helvetiastrasse 7, Berne, Suisse.

Pays membres : Allemagne, Australie (territoires de Papua, Ile de Norfolk, Territoires sous tutelle de la Nouvelle Guinée et de Nauru), Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Cité du Vatican, Danemark (et les Iles Féroé), Espagne (et ses colonies), Finlande, France (Algérie et colonies), Grèce, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Italie, Japon, Liban, Liechtenstein, Luxembourg, Maroc. (zone française), Monaco, Nouvelle-Zélande et Territoire sous tutelle du Samoa occidental, Norvège, Pays-Bas, (Guyane hollandaise et Curaçao), Philippines, Pologne, Portugal (et ses colonies), Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (colonies, territoires sous mandat et protectorats), Saint-Siège, Suède, Suisse, Syrie, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Tunisie, Union Sud-Africaine (Sud-ouest africain sous mandat et l'Union Sud-Africaine), Yougoslavie.

Statut juridique : Créée par la Convention de Berne, signée le 9 septembre 1886 et complétée à Paris le 4 mai 1896. La Convention a été révisée à Berlin en 1908, à Rome en 1928 et, de nouveau, le 5 juin 1948, par la Conférence diplomatique tenue à Bruxelles.

Fonctions et buts généraux : Assurer aux auteurs la protection à l'étranger de leurs oeuvres littéraires et artistiques; rassembler, coordonner et publier des renseignements de toute sorte relatifs à la protection des droits des auteurs.

Structure : L'Union est administrée par un Bureau, assisté d'un comité permanent de 12 membres. Le Bureau est placé sous l'autorité du Gouvernement de la Confédération suisse.

Ressources financières : Les dépenses sont réparties entre les Etats contractants. Aux termes de la Convention, le budget annuel de l'Union ne doit pas dépasser 120.000 francs-or.

Relations avec les Nations Unies et les institutions spécialisées : Depuis 1947, l'Union est en relations de travail avec l'UNESCO sur la question du copyright.

Le Conseil exécutif de l'UNESCO a chargé son directeur général de resserrer encore ces relations. La collaboration des deux organismes a été amplement démontrée à la session d'octobre 1950 du Comité permanent de l'Union et à la Conférence du Comité des experts en droit d'auteur, convoquée par l'UNESCO à Washington (octobre-novembre 1950).

Note : Conformément à la résolution 262 D (IX) du Conseil, l'UNESCO a fait rapport à la onzième session du Conseil sur ses consultations avec l'Union au sujet des relations futures des deux organismes (E/1688). Le Secrétaire général a également présenté un rapport au sujet de la même question (E/1686). Par sa résolution 333 A (XI), le Conseil a invité l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à signaler dans son prochain rapport au Conseil les faits nouveaux qui se seront produits dans le domaine du renforcement des relations de l'UNESCO avec l'Union internationale pour la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques.

16) BUREAU CENTRAL DE LA CARTE DU MONDE AU MILLIONIÈME

Adresse : Ordnance Survey Office, Leatherhead Road, Chessington, Surrey,  
Royaume-Uni.

Pays membres : Afrique occidentale française, Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Bolivie, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Congo belge, Danemark, Egypte, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Honduras, Hongrie, Inde, Indochine, Italie, Japon, Monaco, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal (et ses colonies), République Dominicaine, République d'Irlande, Rhodésie du Sud, Roumanie, Royaume-Uni (et ses colonies, Territoires sous tutelle et protectorats), Soudan anglo-égyptien, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Union Sud-Africaine, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.

Statut juridique : Créé aux termes d'une résolution adoptée à la deuxième Conférence internationale de la carte du monde au millionième, tenue à Paris en 1913.

Fonctions et buts généraux : Coordonner la publication par les Etats membres d'une carte du monde à l'échelle du millionième, en utilisant des lignes de raccord, des symboles et des signes conventionnels uniformes, ainsi qu'il est

prévu dans les résolutions adoptées lors des conférences de 1909 et 1913 et à la Conférence de 1928.

Structure : Le Bureau central, qui est l'organe directeur, ne tient pas de réunions périodiques régulières. Le Bureau présente aux Etats membres un rapport annuel. Le Directeur et le Secrétaire sont les membres principaux du Bureau.

Ressources financières : Le Bureau central est subventionné par une souscription annuelle de 10 livres sterling de chacun des pays membres. Au cours des dernières années, les souscriptions ont été irrégulières et peu nombreuses.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées :

Néant. Pour les mesures prises par le Conseil, voir "Note".

Note : Par sa résolution 261 B (IX), le Conseil a prié le Secrétaire général d'examiner la possibilité de l'absorption du Bureau par l'ONU, ou de son intégration à cette Organisation, en tenant compte des décisions du Conseil touchant la coordination des services cartographiques. Le rapport du Secrétaire général, qui doit être soumis à la treizième session du Conseil, est en cours de préparation.

#### (17) INSTITUT PANAMERICAN DE GEOGRAPHIE ET D'HISTOIRE

Adresse : 192, Observatorio Avenue, Tacubaya, D.F., Mexique.

Etats membres : Les vingt et une Républiques américaines sont membres de l'Institut. Le Canada a été représenté par des observateurs aux réunions qui se sont tenues depuis 1942.

Statut juridique : Créé par une résolution adoptée lors de la Sixième Conférence internationale américaine tenue à la Havane en janvier 1928. Les nouveaux statuts de l'Institut ont été adoptés à Caracas le 25 août 1946 et révisés à Santiago en octobre 1950. L'Institut est maintenant un organisme spécialisé de l'Organisation des Etats américains.

Fonctions et buts généraux : Elaborer, coordonner et diffuser dans les Etats américains des travaux de géographie et d'histoire, ainsi que des études scientifiques connexes; entreprendre toutes études demandées par les Etats membres; encourager la collaboration entre les instituts de géographie et d'histoire des Etats membres et les autres organismes américains qui s'intéressent à ces questions.



Structure : L'Assemblée générale de l'Institut se réunit normalement tous les quatre ans. Entre les sessions de l'Assemblée générale, ses fonctions sont remplies par un Conseil directeur. Le Comité exécutif est un organe dépendant du Conseil directeur, qui agit en tant qu'organe central pour la coordination et l'administration. Le secrétariat général, à la tête duquel se trouve un directeur, dessert ces organes et fait rapport deux fois par an au Comité exécutif. Les activités scientifiques du Secrétariat sont exercées par les commissions de cartographie, de géographie et d'histoire.

Ressources financières : Contributions annuelles des Etats membres, fixées par l'Assemblée générale, sous réserve de l'approbation des gouvernements intéressés; autres contributions spéciales. Le budget adopté par la cinquième Assemblée générale pour l'exercice financier 1951-1952 est de 125.000 dollars. Le budget de l'Institut était d'environ 80.000 dollars en 1949.

Relations avec les Nations Unies et les institutions spécialisées : L'Institut est officiellement en relations de travail avec le Secrétariat des Nations Unies en ce qui concerne la coordination des services cartographiques et a participé à la Conférence du Comité des experts en cartographie convoquée en mars 1949 par l'Organisation des Nations Unies. Il travaille également en contact étroit avec l'OACI.

Note : Le rapport que le Secrétaire général a été prié de préparer aux termes de la résolution 262 P (IX) a été soumis au Conseil en temps voulu (E/1574/Annexe II).

#### (18) BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES

Adresse : Pavillon de Breteuil, Sèvres, Seins-et-Oise, France.

Pays membres : Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chili, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France et Algérie, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Statut juridique : Créé par la "Convention du mètre", signée le 20 mai 1875, lors d'une Conférence diplomatique tenue à Paris. Les dispositions de cette Convention ont été amendées ultérieurement par une nouvelle convention, signée le 6 octobre 1921 à Sèvres.

Fonctions et buts généraux : A l'origine, le rôle du Bureau se limitait à la conservation des étalons internationaux de longueur et de masse et à la comparaison et à la détermination d'étalons prototypes normaux. En 1921, une conférence diplomatique a étendu ses pouvoirs au domaine des unités-étalons de mesures électriques et de toutes les constantes physiques nécessaires pour les mesures de haute précision. A une date plus récente, il a été également chargé de la coordination internationale des unités photométriques.

Structure : Le Bureau est placé sous l'autorité d'une conférence générale qui se réunit tous les six ans. Le Comité international, organe exécutif de la Conférence générale, se réunit tous les deux ans. Le directeur est le membre principal du Bureau.

Ressources financières : Les Etats membres fournissent des contributions pour l'entretien du Bureau proportionnellement à leur population; le budget s'élève à environ 180.000 francs-or par an.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Un accord officiel définissant les relations entre le Bureau et l'UNESCO a été signé le 27 juin 1949 (document E/1314). Cet accord se renouvelle d'année en année par tacite reconduction.

Note : Par sa résolution 262 J (IX), le Conseil a estimé qu'il n'était pas opportun pour l'instant de prendre des mesures visant à la cessation des activités du Bureau, à sa fusion avec l'Organisation des Nations Unies ou une institution spécialisée ou à son intégration, et a pris acte avec satisfaction de l'établissement de relations de travail par les institutions spécialisées appropriées avec le Bureau.

(19) BUREAU INTERNATIONAL DE L'EDUCATION

Adresse : Palais, 52, rue des Pâquis, Genève, Suisse.

Etats membres : Argentine, Autriche, Belgique, Bolivie, Colombie, Egypte, Equateur, Espagne, Finlande, France, Guatemala, Hongrie, Iran, Italie, Pologne, Portugal, Roumanie, Suisse, Tchécoslovaquie.

Statut juridique : Créé en tant qu'organisation privée en décembre 1925; est devenu une organisation intergouvernementale le 25 juillet 1929, aux termes d'un statut signé par les gouvernements intéressés.

Fonctions et buts généraux : Sert de centre de recherches et de renseignements dans le domaine de l'éducation.

Structure : Le Bureau est administré par un Conseil, qui se réunit une fois par an et où sont représentés tous les Etats membres, et par un Comité exécutif qui se réunit trois fois par an. Les membres principaux du Bureau sont le Directeur, le directeur adjoint, le secrétaire général.

Ressources financières : Contributions des gouvernements, bénéfices provenant de la vente de timbres, subventions, vente de publications, etc. Le budget annuel s'élève à 190.000 frs. suisses.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Un accord provisoire entre le Bureau et l'UNESCO a été conclu à Paris le 28 février 1947; un nouvel accord est entré en vigueur le 28 février 1951. Aux termes de cet accord, le Bureau convoque chaque année, de concert avec l'UNESCO, une Conférence internationale de l'éducation publique, et il procède à des enquêtes dont les deux organisations publient conjointement les résultats.

Note : Par sa résolution 262 G (IX), le Conseil a pris acte avec satisfaction des relations établies par l'UNESCO avec le Bureau et a invité l'UNESCO à insérer dans son prochain rapport au Conseil un exposé sur la coopération réalisée.

### III. SANTE, HYGIENE ET MEDECINE

#### (20) ORGANISATION SANITAIRE PANAMERICAINE

Adresse : 2001, Connecticut Avenue, N.W. Washington, 8, D.C.

Etats membres : Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Chili, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République Dominicaine, Salvador, Uruguay, Venezuela.

Statut juridique : créée en 1902 lors de la deuxième Conférence internationale des Etats d'Amérique, tenue à Washington. L'Acte constitutif a été adopté en 1924 à la septième session de la Conférence sanitaire panaméricaine. La douzième Conférence sanitaire panaméricaine adopta le nom d'"Organisation sanitaire panaméricaine", modifia la structure de l'Organisation et autorisa l'adoption d'un nouvel acte constitutif, qui fut formulé et adopté à Buenos-Aires en novembre 1947 par le Conseil directeur de l'Organisation.

Fonctions et buts généraux : encourager et coordonner les efforts accomplis par les pays de l'hémisphère occidental en vue de lutter contre la maladie, de prolonger la vie et d'améliorer la santé physique et mentale de la population.

Structure : la Conférence générale se tient tous les quatre ans. Le Conseil directeur, qui se réunit chaque année, se compose d'un représentant de chacun des Etats membres. Le Comité exécutif, qui se réunit tous les six mois, se compose de 7 membres élus. L'Organisation sanitaire panaméricaine, à la tête de laquelle se trouve un directeur, est chargée d'exécuter les programmes de l'organisation sous la direction générale du Comité exécutif.

Ressources financières : contributions des Etats membres suivant le même barème que pour l'Union panaméricaine. Le budget pour 1949 s'élevait à 1.700.000 dollars.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : le 1er juillet 1949 est entré en vigueur un premier accord qui a amené la fusion de l'Organisation avec l'OMS, ainsi qu'il est énoncé dans la Constitution de l'Organisation mondiale de la santé. Aux termes de cet accord, l'Organisation sanitaire panaméricaine fonctionne maintenant en tant qu'organisme régional de l'OMS.

Note : le rapport que le Secrétaire général a été prié de préparer aux termes de la résolution 262 P (IX) a été soumis au Conseil en temps voulu (E/1574, Annexe II)

(21) COMITE PERMANENT DES CONGRES INTERNATIONAUX DE MEDECINE ET DE PHARMACIE  
MILITAIRES

Adresse : 79, rue St-Laurent, Liège, Belgique.

Etats membres : Argentine, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Cuba, Danemark, Egypte, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Inde, Iran, Irlande, Israël, Italie, Jordanie, Luxembourg, Mexique, Monaco, Norvège, Ordre de Malte, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Saint-Marin, Saint-Siège, Suède, Suisse, Thaïlande, Turquie, Uruguay, Venezuela.

Statut juridique : créé en 1921, lors du Congrès de Bruxelles, auquel étaient représentés les Etats suivants : Belgique, Brésil, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Italie, Suisse.

Fonctions et buts généraux : s'inspirant de la Convention de Genève, ce Comité se propose d'aider les malades et les blessés des armées pendant les campagnes militaires, et, sous le signe de la Croix-Rouge, de maintenir et de resserrer en tout temps les liens de collaboration provisoire entre les hommes qui ont pour mission, en temps de paix comme en temps de guerre, de prendre soin des malades et des blessés. Il organise périodiquement des congrès de médecine et de pharmacie militaires, tient à jour une documentation sur toutes les questions touchant ce domaine et publie un Bulletin international de médecine militaire. Il se tient en rapport avec les différents services de santé militaire ainsi qu'avec d'autres organisations exerçant une activité dans ce domaine.

Structure : le Comité permanent se réunit tous les deux ans en même temps que le Congrès de médecine et de pharmacie militaires. Le Président et le Secrétaire général sont les membres principaux du Bureau.

Ressources financières : contributions des gouvernements adhérents.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : L'OMS a été invitée à envoyer des représentants à la treizième session qui s'est tenue en mai 1950 à Monaco. Pour détails complémentaires, voir le rapport distinct du Secrétaire général mentionné dans la "Note".

Note : au cours de sa dixième session, le Conseil a examiné le rapport préparé par le Secrétaire général conformément à la résolution 262 N (IX) du Conseil (document E/1686/Annexe 2) touchant l'opportunité d'établir des relations plus étroites entre l'OMS et le Comité permanent. Par sa résolution 333 B (IX), le Conseil a renvoyé la décision à sa treizième session et a invité l'Organisation mondiale de la santé à faire rapport au Conseil sur les progrès accomplis en ce qui concerne l'établissement de relations officielles avec cet organisme. Il a également invité le Secrétaire général à faire rapport au Conseil, pour sa treizième session, sur la possibilité d'établir des relations plus étroites entre le Comité permanent et le Conseil pour la coordination des congrès internationaux des sciences médicales. Ce rapport est en cours d'élaboration.

#### IV. DROITS DE L'HOMME ET PROTECTION SOCIALE

##### (22) COMMISSION INTERNATIONALE PENALE ET PENITENTIAIRE

Adresse : Oberweg, 12, Berne, Suisse.

Etats membres : la Commission est ouverte à tous les gouvernements intéressés. Elle comprend actuellement les pays suivants : Argentine, Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Roumanie, Suède, Suisse, Union Sud-Africaine.

Statut juridique : créée lors du premier Congrès international pénitentiaire qui s'est tenu à Londres en 1872. L'Acte constitutif a été rédigé à Stockholm en 1878, adopté lors d'une conférence tenue à Paris le 6 novembre 1880 et révisé lors des conférences tenues à Berne en 1926, 1929 et 1949. La Commission a approuvé le 12 août 1950 un plan prévoyant le transfert des fonctions de la Commission internationale pénale et pénitentiaire à l'Organisation des Nations Unies ; l'Assemblée générale a adopté ce plan le 1er décembre 1950 (résolution 415 (V)). Ce transfert doit être réalisé avant le 31 décembre 1951.

Fonctions et buts généraux : "étudier les problèmes concernant la prévention du crime et le traitement des délinquants en vue de donner des avis aux gouvernements sur les mesures à prendre pour prévenir les infractions au droit pénal et pour adapter leur système pénitentiaire aux systèmes les plus modernes et les mieux appropriés, surtout en ce qui concerne le traitement par des moyens éducatifs et la réadaptation sociale des criminels et des délinquants. A ces fins, la Commission aidera les gouvernements par tous les moyens dont elle dispose".

Structure : la Commission se compose de représentants des Etats membres et se réunit une fois tous les deux ans au moins. Le Comité exécutif administre les affaires de la Commission et exécute ses décisions. Un Bureau permanent, à la tête duquel se trouve le Secrétaire général, constitue le Secrétariat de la Commission. Tous les cinq ans se tient normalement un Congrès international pénal et pénitentiaire.

Ressources financières : le budget de 1950 est d'environ 151.000 francs suisses.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : voir  
"Statut juridique".

Note : conformément à la résolution 262 B (IX) du Conseil, le Secrétaire général, après consultation de la Commission internationale pénale et pénitentiaire, a fait rapport au sujet du transfert des fonctions de la Commission internationale pénale et pénitentiaire à l'Organisation des Nations Unies (documents E/1735 et E/1735/Add.1). Par sa résolution 333 H (XI), le Conseil a approuvé le projet de plan figurant dans le document E/1735 et l'a transmis à la cinquième session de l'Assemblée générale. Par sa résolution 415 (V), l'Assemblée générale a approuvé le projet de plan ci-dessus mentionné auquel la Commission internationale pénale et pénitentiaire avait déjà donné son approbation, et elle a autorisé le Secrétaire général à prendre, en consultation avec la Commission internationale pénale et pénitentiaire, les mesures propres à assurer le transfert des fonctions de cette organisation à l'Organisation des Nations Unies, à une date qui convienne aux deux parties et antérieure au 31 décembre 1951. Le Secrétaire général procède actuellement à ces consultations.



(23) INSTITUT INTERAMERICAIN D'ETUDES INDIGENES

Adresse : Calle de Liverpool 2, Mexico, D.F.

Pays membres : Bolivie, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République Dominicaine, Salvador, Venezuela.

Statut juridique : créé aux termes d'une résolution adoptée par le premier Congrès indigéniste interaméricain qui s'est tenu du 14 au 24 avril 1940 à Patzcuaro (Mexique). Cette résolution prévoyait un plan qui a été ultérieurement incorporé dans une convention relative à l'Institut interaméricain d'études indigènes. La Convention a été ouverte à la signature le 1er novembre 1940 à Mexico et treize Etats l'ont maintenant ratifiée. Des négociations sont menées en vue de faire entrer l'Institut dans le cadre de l'Organisation des Etats américains.

Fonctions et buts généraux : le principal but de l'Institut est de contribuer au relèvement des conditions de vie matérielle et intellectuelle de la population aborigène d'Amérique. A cette fin, l'Institut rassemble, prépare et diffuse des renseignements et des rapports sur des enquêtes scientifiques portant sur toutes les phases de la vie indienne dans les Amériques et sur les activités des institutions qui s'intéressent aux groupes indiens. Il met au point des renseignements utiles aux Gouvernements américains pour préparer l'amélioration de la vie économique, sociale et politique des Indiens. Il fait entreprendre, dirige et coordonne des enquêtes scientifiques dont les résultats peuvent être appliqués à la solution des problèmes indiens. Il remplit des fonctions consultatives auprès des Bureaux nationaux des affaires indiennes.

Structure : l'Institut fait fonction de Comité permanent de la Conférence inter-américaine d'études indigènes qui se réunit tous les quatre ans. Il est administré par un Conseil de direction qui se réunit tous les deux ans et se compose de représentants des quatorze pays membres de l'Institut. Le Comité exécutif, représenté par cinq membres élus par le Conseil de direction, se réunit tous les mois. Le Directeur est le membre principal du Bureau de l'Institut.

Ressources financières : le budget de l'Institut est fixé, aux termes de la Convention, à 30.600 dollars, versés par les Etats membres.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : l'Institut a établi des relations de travail avec le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne a) la résolution 275 (III) de l'Assemblée générale, sur les problèmes sociaux concernant les populations aborigènes et autres groupes sociaux sous-évolus du continent américain, et b) la résolution 418 (V) de l'Assemblée générale, à propos de l'organisation de services sociaux chez les Indiens de la région des Andes.

Note : le rapport que le Secrétaire général était prié de préparer, aux termes de la résolution 262 F (IX), a été soumis au Conseil en temps voulu (E/1574/Annexe II).

(24) INSTITUT INTERNATIONAL AMERICAIN POUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Adresse : Avenida 18 de Julio 1648, P.30 Montevideo, Uruguay.

Membres : les Gouvernements de toutes les Républiques américaines.

Statut juridique : les premiers statuts de l'Institut ont été approuvés lors du quatrième Congrès panaméricain de l'enfance, tenu à Santiago en 1924. Créé officiellement le 9 juin 1927 à Montevideo en présence de représentants de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, de Cuba, de l'Equateur, des Etats-Unis, du Pérou, de l'Uruguay et du Venezuela. Les statuts ont été révisés lors de la réunion du Conseil directeur de l'Institut, tenue en 1946. Cet Institut est maintenant un organisme spécialisé de l'Organisation des Etats américains.

Fonctions et buts généraux : cette organisation est un centre d'action sociale, de documentation, d'étude, de conseils et de renseignements sur le continent américain, pour toutes les questions relatives à la vie et à la protection de l'enfance. L'Institut entreprend des recherches bibliographiques, rassemble des renseignements par correspondance et entreprend des études sur place à la demande des Etats membres.

Structure : l'Institut est placé sous la direction d'un Conseil directeur, où tous les membres sont représentés, et qui se réunit une fois par an au moins. Il désigne pour une période de deux ans un comité consultatif technique, qui a pour fonctions d'étudier et d'approuver les programmes de travail des directeurs des Départements techniques. L'Office central est le Secrétariat de l'Institut. Les principaux membres du bureau de l'Institut sont le Directeur général et le Chef de l'Office central.

Ressources financières : contributions des Etats membres, plus une recette symbolique provenant de la vente de ses publications. Pendant l'année civile 1950, les dépenses se sont élevées au total à 47.000 pesos uruguayens.

Relations avec les Nations Unies et les institutions spécialisées : le FISE a procédé à des échanges de vues avec l'Institut, auquel il a fourni une assistance et des conseils techniques au sujet des programmes relatifs à la protection de l'enfance en Amérique latine. L'Institut a procédé à des échanges de vues avec l'OIT sur des questions présentant un intérêt commun pour les deux organisations.

Note : le rapport que le Secrétaire général était chargé de préparer, aux termes de la résolution 262 P (IX), a été soumis au Conseil en temps voulu (E/1574/Annexe II).

(25) COMMISSION INTERAMERICAINE DES FEMMES

Adresse : Pan-American Union, Washington , D.C.

Pays membres : les vingt et une Républiques américaines.

Statut juridique : la Commission interaméricaine des femmes a été créée, à l'origine, à la suite d'une résolution adoptée à la sixième Conférence internationale des Etats américains, tenue à La Havane en 1928; elle était chargée de rassembler des renseignements qui devaient permettre à la septième Conférence internationale des Etats américains (Montevideo, 1933) d'examiner la question de l'égalité des droits civils et politiques pour la femme. La Commission soumit ses rapports à la Conférence de Montevideo et élabora une convention sur la nationalité de la femme mariée, qui fut ultérieurement approuvée par les Etats-Unis et ratifiée par le Président le 30 juin 1934. La Commission est devenue un organe intergouvernemental permanent après l'adoption, à la huitième Conférence internationale des Etats américains, à Lima, en 1938, de la résolution XXIII. La neuvième Conférence internationale des Etats américains, qui s'est tenue à Bogota en avril 1948, a approuvé, par sa résolution XXI, le nouveau statut organique de la Commission interaméricaine des femmes qu'elle a reconnue comme "une entité permanente qui fonctionne dans le cadre du Secrétariat général de l'Organisation des Etats américains".

Fonctions et buts généraux : la Commission interaméricaine des femmes agit comme un organisme consultatif et s'emploie à faire reconnaître les droits civils, politiques, économiques et sociaux de la femme d'Amérique. Elle adresse des rapports et soumet des recommandations à l'Organisation des Etats américains ainsi qu'aux conférences interaméricaines.

Structure : l'assemblée générale de la Commission, qui en détermine la politique et en établit le programme d'action, est composée des représentants des vingt et un Etats américains et se réunit une fois par an. Le Comité de direction, composé de la Présidente et de quatre représentantes, fonctionne dans l'intervalle des sessions de l'assemblée.

Ressources financières : les fonds nécessaires au fonctionnement du Secrétariat de la Commission sont prévus au budget de l'Union panaméricaine, qui est le Secrétariat de l'Organisation des Etats américains.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : la Commission interaméricaine des femmes et la Commission de la condition de la femme de l'Organisation des Nations Unies procèdent à des échanges de renseignements et délèguent des observatrices à leurs sessions réciproques; la Commission interaméricaine des femmes coopère, d'autre part, avec l'Organisation internationale du Travail.

Note : la Commission figurait sur la liste des organisations intergouvernementales qui avait été soumise à la neuvième session du Conseil économique et social. Le Conseil avait décidé de supprimer cette organisation de la liste des organisations intergouvernementales, son statut n'étant pas parfaitement défini. A sa onzième session, le Conseil a décidé, sur la proposition des Etats-Unis d'Amérique, d'inscrire à nouveau la Commission interaméricaine des femmes sur la liste des organisations intergouvernementales, cette Commission ayant entretemps été reconnue comme une organisation spécialisée interaméricaine (voir le document E/1765).

(26) OFFICE CENTRAL INTERNATIONAL POUR LE CONTROLE DU COMMERCE DES SPIRITUEUX  
EN AFRIQUE

Adresse : Ministère des affaires étrangères, Bruxelles, Belgique.

Etats membres : Belgique, Egypte, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Portugal et Royaume-Uni.

Statut juridique : créé par une Convention relative au commerce des spiritueux en Afrique, signée à St-Germain-en-Laye le 10 septembre 1929 et entrée en vigueur le 31 juillet 1920. L'Office central a été placé sous l'autorité de la Société des Nations par une décision du Conseil en date du 11 janvier 1922.

Fonctions et buts généraux : rassembler et conserver des documents de toute sorte échangés par les Hautes Parties contractantes en ce qui concerne la fabrication et l'exportation des spiritueux aux conditions dont il est fait état dans la Convention relative au commerce des spiritueux en Afrique.

Structure : l'Office dispose d'un Secrétariat réduit, qui dépend du Ministère belge des affaires étrangères. Il n'y a pas de réunions des Parties contractantes à la Convention.

Ressources financières : souscriptions des divers Etats membres. Le budget annuel s'élève à 14.000 francs belges.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : néant.

Note : Par sa résolution 333, adoptée au cours de sa onzième session, le Conseil a invité le Gouvernement de la Belgique à consulter les Parties à la Convention relative au commerce des spiritueux en Afrique, signée à St-Germain-en-Laye le 10 septembre 1919, quant à l'utilité actuelle de l'Office et l'intérêt des Parties à le maintenir. Ces consultations sont actuellement en cours.

(27) UNION INTERNATIONALE DE SECOURS

Adresse : 7, avenue de la Paix, Genève, Suisse.

Pays membres : Albanie, Belgique, Bulgarie, Chine, Cuba, Egypte, Equateur, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Inde, Irak, Iran, Italie, Luxembourg, Monaco, Nouvelle-Zélande, Pologne, Roumanie, Saint-Marin, Soudan, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, et Venezuela.

Statut juridique : créée par une Conférence diplomatique convoquée par le Conseil de la Société des Nations le 12 juillet 1927. La Convention et le Statut sont entrés en vigueur le 27 décembre 1932.

Fonctions et buts généraux : " 1) dans les calamités dues à des cas de force majeure et dont la gravité exceptionnelle excède les facultés ou les ressources du peuple frappé, fournir les premiers secours aux populations sinistrées et réunir à cette fin les dons, ressources et concours de toute espèce, 2) dans toutes les calamités publiques, coordonner, s'il y a lieu, les efforts faits par les organisations de secours, et, d'une façon générale, encourager les études et les mesures préventives contre les calamités et intervenir pour que tous les peuples pratiquent l'entraide internationale".

Structure : l'Union est dirigée par un Conseil général qui se réunit tous les deux ans. Un Comité exécutif de sept membres élus par le Conseil général, se réunit tous les deux ans sur convocation de son Président. Les membres principaux du Bureau de l'Union sont le Président du Comité exécutif et le Secrétaire général.

Ressources financières : les revenus proviennent d'un fonds initial de 452.900 francs suisses, qui a été investi dans divers fonds d'Etat, et, également, de contributions volontaires de gouvernements, de particuliers, de donations et de legs de toute nature. Le relevé financier à la date du 31 décembre 1948 fait ressortir que l'Union était en déficit de 23.459,90 francs suisses.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : néant

Note : à sa dixième session, après avoir étudié un rapport du Secrétaire général sur cette Union (document E/1574/Annexe II), le Conseil a adopté une résolution recommandant aux Etats Membres des Nations Unies qui sont également membres de l'Union internationale de secours de prendre des mesures pour liquider cette Organisation (résolution 286 (X)). Des négociations sont actuellement menées à cette fin.

## V. COMMUNICATIONS ET TRANSPORTS

### (28) OFFICE INTERAMERICAIN DE LA RADIO

Adresse : Calle Cuba No. 64, La Havane, Cuba.

Pays membres : Bahamas, Brésil, Canada, Cuba, Etats-Unis d'Amérique, Haïti, Mexique, Nicaragua, Panama, Pérou, République Dominicaine.

Statut juridique : Créé par une Convention signée lors de la première Conférence interaméricaine de la radio, qui s'est tenue le 13 décembre 1937 à La Havane.

A la troisième Conférence tenue à Rio de Janeiro, une Convention interaméricaine des télécommunications a été élaborée en vue de remplacer la Convention de La Havane et de transformer l'Office interaméricain de la radio en un Office interaméricain des télécommunications. La Convention de Rio de Janeiro n'a pas encore été ratifiée. La quatrième Conférence interaméricaine de la radio, qui s'est tenue en avril 1949, à Washington, a prié le Gouvernement cubain de consulter tous les Etats d'Amérique en vue de connaître leurs points de vue sur la structure future de cette organisation. On ne connaît pas encore le résultat de ces consultations.

Fonctions et buts généraux : Par voie de consultations, centraliser et faciliter, entre les administrations des pays américains, les échanges mutuels et la diffusion de renseignements relatifs aux radio-communications sous tous leurs aspects. L'Office interaméricain de la radio est chargé des travaux préparatoires et des travaux de secrétariat des conférences ainsi que des travaux résultant de leurs décisions conformément aux dispositions de la Convention de La Havane de 1937.

Structure : L'Office fonctionne sous le contrôle d'un Directeur, désigné par la Conférence interaméricaine de la radio sur la recommandation d'un comité spécial de la conférence. La Convention de 1937 prévoit des Conférences plénipotentiaires tenues au minimum tous les trois ans.

Ressources financières : Chacun des gouvernements américains consent à verser une contribution conformément au barème prévu au règlement intérieur de l'Office interaméricain de la radio. Il est prévu que le budget annuel ne dépassera pas 25.000 dollars. Le budget de l'exercice financier en cours est de 16.000 dollars.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : La Convention aux termes de laquelle a été créée cette organisation a été élaborée en tenant compte de la Convention de l'UIT telle qu'elle existait alors. L'Office n'est pas en relations officielles avec l'UIT.



Note: Le rapport que le Secrétaire général était prié de préparer aux termes de la résolution 262 P (IX) a été soumis au Conseil en temps opportun (E/1574, Annexe II).

(29) OFFICE CENTRAL DES TRANSPORTS INTERNATIONAUX PAR CHEMINS DE FER

Adresse: 36, rue Montbijou, Berne, Suisse.

Pays membres: Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Suède, Turquie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

Statut juridique: Créé par la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer (CIM), signée le 14 octobre 1890, à Berne. Cette Convention est entrée en vigueur en 1893. La Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemin de fer (CIV) a été signée à Berne le 23 octobre 1924. Ces deux Conventions ont été révisées pour la dernière fois en 1933; les textes amendés sont en application depuis le 1er octobre 1938. En vertu des pouvoirs de contrôle que lui confèrent ces deux Conventions, le Conseil fédéral de la Confédération helvétique a promulgué un règlement, en vigueur depuis le 1er janvier 1947, qui définit le statut juridique de l'Office (capacité juridique, immunité juridique, inviolabilité, exemption d'impôts) et des fonctionnaires de l'Office.

Fonctions et buts généraux: L'Office central a été créé afin de faciliter et d'assurer l'application de la "Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemins de fer" (CIM) et de la "Convention internationale concernant le transport de voyageurs et bagages par chemins de fer" (CIV). L'Office étudie les demandes d'amendements des conventions et est chargé de convoquer des conférences de révision, et des réunions du Comité d'experts. Il transmet les communications émanant d'Etats contractants et de compagnies de chemins de fer intéressés. Il rend, à la demande des parties, des décisions arbitrales dans les différends entre les chemins de fer et facilite leurs relations financières. Il recueille, coordonne et publie toutes informations relatives aux services de transports internationaux et à l'application de certaines dispositions des conventions.

Structure: Les conférences de révision se tiennent, en règle générale, au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur des modifications adoptées à la dernière

conférence. En raison de la guerre, et par suite des interruptions de trafic qui en ont résulté, la Conférence de révision a dû être ajournée. Un Comité d'experts chargé de tenir à jour l'Annexe 1 de la CIM, qui contient les règlements internationaux relatifs au transport des matières dangereuses, se réunit tous les trois ou quatre ans. Lors de la Conférence de révision extraordinaire qui s'est tenue à Berne en mai 1950, une convention additionnelle a été conclue, qui prévoit la création de deux nouvelles Commissions d'experts, l'une chargée d'adapter aux besoins le Règlement international concernant le transport des wagons de particuliers, et l'autre, d'élaborer et d'adapter aux besoins le Règlement international concernant le transport des containers. Les membres principaux du bureau de l'Office sont le Directeur et le Vice-Directeur.

Ressources financières: Les dépenses sont supportées par les Etats contractants au prorata de la longueur des réseaux de chemins de fer tombant sous l'application de la Convention.

Le budget annuel est d'environ 600.000 francs suisses.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées:

L'Office central et la Division des transports de la Commission économique pour l'Europe de l'Organisation des Nations Unies ont établi entre eux des relations étroites et se sont réciproquement invités à leurs sessions respectives.

L'Office se tient constamment en relation avec les autres organisations européennes gouvernementales et non gouvernementales.

Note: Aux termes de la résolution 262 M (IX), le Conseil a décidé de ne faire pour le moment aucune recommandation au sujet de la liquidation éventuelle ou de la fusion de l'Office avec un autre organisme.

(30) CONFERENCE INTERNATIONALE POUR L'UNITE TECHNIQUE DES CHEMINS DE FER

Adresse: Office fédéral des transports, Division des chemins de fer, Berne, Suisse.

Etats membres: Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, France, Grèce, Hongrie, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, Yougoslavie.

Statut juridique: La Conférence internationale s'est réunie pour la première fois en 1882, à la suggestion du Gouvernement suisse. Elle a conclu une série d'accords qui ont, depuis, été soumis à révision au cours d'une série de conférences et par correspondance. Les accords actuellement en vigueur sont entrés en application en 1939 sous le titre "Unité technique des chemins de fer, Edition 1938".

Fonctions et buts généraux: Etudier, principalement du point de vue technique, comment et dans quelles conditions on peut effectuer et faciliter le passage des wagons des voies ferrées d'un Etat à celles d'un Etat voisin. La Conférence établit les règles régissant ces passages.

Structure: La Conférence, à laquelle sont envoyés des représentants des Etats membres et des administrations de chemins de fer, se réunit à intervalles irréguliers. Après avoir été approuvées par les gouvernements intéressés, et publiées dans leurs recueils de lois, les décisions ont force de loi. L'Office fédéral des transports de Berne fournit tous les services de secrétariat. Le Président est élu par la Conférence pour chaque session.

Ressources financières: Les frais entraînés par les conférences et par la publication des documents sont répartis entre les Etats participants. Cette organisation n'a pas de budget.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées: La Commission économique pour l'Europe des Nations Unies étudie la question de l'organisation et des fonctions des Compagnies de transport par chemins de fer internationaux européens, y compris celles de ladite Conférence.

Note: Aux termes de la résolution 262 M (IX), le Conseil a décidé de ne faire, pour le moment, aucune recommandation au sujet de la liquidation éventuelle de la Conférence ou de sa fusion avec un autre organisme.

### (31) COMMISSION DU DANUBE

Adresse: Galata, Roumanie

Pays membres: Bulgarie, Hongrie, Roumanie, République soviétique socialiste d'Ukraine, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Statut juridique: Créée en vertu de la Convention relative au régime de la navigation sur le Danube, signée à Belgrade le 18 août 1948. Cette Convention est entrée en vigueur le 11 mai 1949.

Fonctions et buts généraux: La Commission a pour attributions de veiller à l'exécution des dispositions de ladite Convention; de dresser le plan général des grands travaux dans l'intérêt de la navigation, d'exécuter les travaux nécessaires si un Etat danubien n'est pas en mesure d'en assumer lui-même la charge et de coopérer avec les administrations fluviales spéciales. Elle doit établir un système uniforme d'aménagement des voies navigables et fixer les dispositions

relatives à la navigation sur le Danube, y compris celles du service de pilotage; elle doit enfin unifier les règles de la surveillance fluviale.

Structure: La Commission fixe les termes de ses sessions. Elle choisit parmi ses membres son président, son vice-président et son secrétaire. Des Administrations fluviales spéciales doivent être établies sur le Bas-Danube et sur le Estuaire des Portes de Fer en vertu d'accords passés entre les gouvernements des pays intéressés.

Ressources financières: Contributions des gouvernements des Etats membres.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées: Néant.

Note: Cette Organisation a été provisoirement portée sur la liste des organisations intergouvernementales, sous réserve de l'approbation du Conseil. Les renseignements présentés ci-dessus se fondent sur la documentation que possède le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

### (32) BUREAU HYDROGRAPHIQUE INTERNATIONAL

Adresse: Quai des Etats-Unis, Monte-Carlo, Monaco.

Pays membres: Argentine, Australie, Brésil, Chine, Cuba, Danemark, Egypte, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Italie, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Thaïlande, Turquie, Uruguay et Yougoslavie.

Statut juridique: Créé en juillet 1927 conformément à un plan adopté lors de la première Conférence hydrographique internationale (Londres 1919) et ultérieurement approuvé par les Gouvernements intéressés.

Fonctions et buts généraux: Etablir une liaison permanente entre les services hydrographiques des différents Etats; coordonner leurs travaux en vue de faciliter et de rendre plus sûre la navigation sur toutes les mers; rechercher l'uniformité de la documentation hydrographique et favoriser le développement de la science hydrographique. Le Bureau édite le "Bulletin hydrographique international", publication mensuelle, et la "Revue hydrographique internationale", publication semestrielle, en langues anglaise et française.

Structure: La Conférence hydrographique internationale, qui se tient tous les cinq ans, est composée d'un ou de plusieurs délégués de chacun des Etats membres. Elle élit un Comité directeur composé de trois membres de nationalités différentes et un Secrétaire général, chargé de l'administration du Bureau.

Ressources financières: Contribution des Etats membres au prorata de leur tonnage maritime. Le budget annuel du Bureau s'élève approximativement à 230.000 francs-or.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées: Le Bureau n'entretient pas de relations officielles avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées, mais des observateurs de l'Organisation des Nations Unies, de l'UNESCO et de l'OACI ont assisté à la cinquième Conférence hydrographique internationale, tenue en avril 1947. A son tour, le Bureau a participé à la réunion du Comité des Experts en cartographie, convoquée par l'Organisation des Nations Unies en mars 1949.

Note: Par sa résolution 262 M (IX), le Conseil a décidé de ne faire, pour le moment, aucune recommandation au sujet de la liquidation éventuelle du Bureau ou de sa fusion avec un autre organisme.

(33) COMMISSION CENTRALE POUR LA NAVIGATION DU RHIN

Adresse: Palais du Rhin, Place de la République, Strasbourg, France.

Etats membres: Allemagne, Pays-Bas, Suisse, France, Royaume-Uni, Belgique et Etats-Unis d'Amérique.

Statut juridique: On peut faire remonter l'origine de la Commission au Congrès de Vienne de 1815, mais la forme sous laquelle elle existe actuellement est le résultat des modifications qui lui ont été apportées par la Convention de Mannheim, signée le 17 octobre 1868. La Commission a été provisoirement réorganisée en décembre 1945 à la suite d'échanges de vues officieux entre les représentants des Gouvernements de la Belgique, du Royaume-Uni, de la France, des Etats-Unis et des Pays-Bas. Le statut actuel de la Commission sera maintenu en attendant les négociations d'un traité de paix avec l'Allemagne.

Fonctions et buts généraux: La Commission est chargée de veiller à l'observation des principes de la liberté de navigation et de l'égalité de traitement pour le transport sur le Rhin, et d'assurer le maintien de la sécurité et de la prospérité de la navigation dans tous les domaines: technique, douanier, financier et judiciaire. Elle a établi des règlements d'ordre général concernant la navigation et a exercé les fonctions de Cour d'appel en matière de navigation, tant au civil qu'au criminel.

Publications: Le "Rapport annuel".

Structure: La Commission se réunit trois ou quatre fois par an. Elle a constitué des comités permanents et des comités spéciaux qui se réunissent toutes les fois

que cela est nécessaire; son Secrétariat, qui est établi à Strasbourg, est dirigé par un secrétaire général. La Commission patronne l'"Association internationale du Registre des bateaux du Rhin", dont le siège est à Rotterdam, et qui a un Bureau d'enregistrement au siège de la Commission. Le Secrétariat de la Commission sera également chargé d'assurer le secrétariat des diverses commissions de contrôle internationales dont la création est prévue aux termes des accords sur la sécurité sociale et sur les conditions de travail des bateliers rhénans; les conventions relatives à ces organes sont actuellement en voie de ratification.

Ressources financières: Contributions des Etats membres.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées: Des relations de travail ont été établies entre la Commission et la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies.

Note: Par sa résolution 262 H (IX), le Conseil a pris acte avec satisfaction de l'établissement, par l'ECE, de relations avec la Commission.

#### (34) COMMISSION INTERNATIONALE DU PHARE DU CAP SPARTEL

Adresse: Tanger, Maroc.

Etats membres: Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suède.

Statut juridique: Créée par le Traité du 31 mai 1865 signé à Paris entre le Sultan du Maroc et les gouvernements de l'Autriche, de la Belgique, de l'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, du Royaume-Uni et de la Suède. L'Allemagne et la Russie ont donné ultérieurement leur adhésion à ce traité.

Fonctions et buts généraux: Assumer l'administration, l'entretien et la neutralité permanente du phare du Cap Spartel.

Structure: Le Président de la Commission est seul chargé d'exécuter les décisions.

Ressources financières: Contributions d'un montant égal fournies par les Etats membres. Le budget pour 1950 s'élevait à 6 millions de francs marocains; les prévisions budgétaires pour 1951 sont de 7 millions de francs marocains.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées: Néant.

Note: Par sa résolution 262 M (IX), le Conseil a décidé de ne faire pour le moment aucune recommandation au sujet de la liquidation éventuelle ou de la fusion de la Commission avec un autre organisme.

## VI. FINANCE, COMMERCE ET PRODUITS DE BASE

### (35) BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Adresse : 7, Centralbahnstrasse, Bâle, Suisse.

Etats membres : Les institutions suivantes exercent le droit de représentation et de vote à l'Assemblée générale : Banque de l'Etat albanais, Tirana, Albanie ; First National Bank of the City of New York, Etats-Unis d'Amérique ; Oesterreichische Nationalbank, Vienne, Autriche ; Banque nationale de Belgique, Bruxelles, Belgique ; Banque nationale de Bulgarie, Sofia, Bulgarie ; Narodni Bank Ceskoslovenska, Prague, Tchécoslovaquie ; Danmarks Nationalbank, Copenhague, Danemark ; Suomen Pankki, Helsinki, Finlande ; Banque de France, Paris, France ; Banque d'Angleterre, Londres, Angleterre ; Banque de Grèce, Athènes, Grèce ; Magyar Nemzeti Bank, Budapest, Hongrie ; Banca d'Italia, Rome, Italie ; De Nederlandsche Bank, N.V., Amsterdam, Pays-Bas ; Norges Bank, Oslo, Norvège ; Narodowy Bank Polski, Varsovie, Pologne ; Banque nationale de Roumanie, Bucarest, Roumanie ; Sveriges Riksbank, Stockholm, Suède ; Schweizerische Nationalbank, Zurich, Suisse ; Banque nationale de la République populaire fédérative de Yougoslavie, Belgrade, Yougoslavie. Certains membres (Reichsbank et Banque du Japon) ne figurent pas dans cette liste, leur statut de droit et de fait n'étant pas encore établi.

Statut juridique : Créée par une convention, une "charte constitutive" et un statut adoptés le 20 janvier 1930 à La Haye ; le statut a été amendé le 3 mai 1937.

Fonctions et buts généraux : Organiser la collaboration des banques centrales et prévoir de nouvelles facilités pour des opérations financières internationales ; agir en qualité de mandataire ou d'agent en ce qui concerne les règlements financiers internationaux qui lui sont confiés aux termes d'accords intervenus entre les parties intéressées.

Structure : L'administration de la Banque est confiée à un comité qui se compose de 23 membres, dont : a) 7 sont d'anciens fonctionnaires représentant les Banques centrales de Belgique, de France, d'Allemagne, du Royaume-Uni, d'Italie, du Japon, des Etats-Unis ; b) 9 sont élus parmi des candidats désignés par les Banques centrales autres que celles des Etats désignés au paragraphe a) ; c) 7 membres, représentant la finance, l'industrie et le commerce, sont désignés chacun par les

Banques centrales des Etats mentionnés au paragraphe a). Le Président et le Directeur général sont les membres principaux du bureau de la Banque.

Ressources financières : La Banque a un capital autorisé de 500 millions de francs suisses, dont 25 pour 100 ont été versés. Ses frais de gestion sont couverts par des opérations de banque.

Note : Aux termes de la résolution 262 0 (IX), le Conseil a considéré qu'aucune décision ne s'imposait pour le moment en ce qui concerne la liquidation ou la fusion éventuelle de la Banque avec un autre organisme, ou l'établissement éventuel de relations avec elle.

#### (36) BUREAU INTERNATIONAL DES TARIFS DOUANIERS

Adresse : 38, rue de l'Association, Bruxelles, Belgique.

Etats membres : Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Congo belge, Costa-Rica, Cuba, Danemark, Egypte, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Irak, Iran, Italie, Japon, Liban, Luxembourg, Mexique, Nicaragua, Norvège, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République Dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Syrie, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Turquie, Union Sud-Africaine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.

Statut juridique : Créé par une convention élaborée le 5 juillet 1890 à Bruxelles, entrée en vigueur le 1er avril 1891, et amendée par un protocole signé le 16 décembre 1949 à Bruxelles.

Fonctions et buts généraux : Publier et faire connaître dans les délais les plus rapides et avec le plus d'exactitude possible les tarifs douaniers des divers pays du monde et leurs modifications ultérieures. Le Bureau international a été créé à cet effet et il a été chargé de faire paraître en cinq langues (allemand, anglais, espagnol, français et italien) le texte et la traduction de ces tarifs, ainsi que des dispositions administratives ou législatives les modifiant.

Structure : Le Bureau fonctionne sous le contrôle général du Gouvernement belge, qui en désigne les membres. Il n'est pas prévu de réunions périodiques ou régulières des représentants des Etats membres. Le Président et le Directeur sont les membres principaux du Bureau.



Ressources financières : Cotisations versées par les pays contractants ; le montant en varie selon le volume de leur commerce extérieur. Le Protocole du 16 décembre 1949 a fixé à 500.000 francs-or le montant du budget annuel.

Relations avec les Nations Unies et les institutions spécialisées : Le Comité exécutif de la Commission intérimaire de l'OIC a chargé son secrétaire exécutif, "de concert avec les fonctionnaires du Bureau, de mettre au point les détails d'un accord plaçant le Bureau sous le contrôle direct de l'OIC". En raison du retard dans la création de l'OIC, aucune disposition n'a été prise à cet égard. Le Bureau est resté en relations étroites avec les Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

Note : Par sa résolution 252 C (IX), le Conseil a pris acte du fait que des discussions ont été engagées à propos de la fusion ou de l'intégration possible du Bureau dans la future Organisation internationale du commerce, et a invité le Secrétaire général à faire rapport au Conseil en temps opportun sur les progrès de ces discussions.

#### (37) BUREAU INTERNATIONAL DES EXPOSITIONS

Adresse : 60, avenue de la Bourdonnais, Paris, 7ème, France.

Pays membres : Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, Grèce, Haïti, Italie, Liban, Maroc, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tunisie.

Statut juridique : Créé par la Convention internationale du 22 novembre 1928, amendée par le Protocole du 10 mai 1948.

Fonctions et buts généraux : Le Bureau règle l'organisation des expositions internationales conformément à la Convention internationale et assume le rôle d'arbitre lorsque deux pays ou davantage désirent organiser sur leurs territoires, à la même date, des expositions de même genre.

Structure : Le Bureau est dirigé par un Conseil d'administration composé de un à trois délégués de chacun des pays membres, qui élisent leur Président. Les sessions ont lieu au moins une fois et souvent deux fois par an.

Ressources financières : Contributions des Etats membres, ainsi que subventions, donations et legs éventuels. Le budget du Bureau a été fixé à titre provisoire à 4.000 livres sterling et les cotisations des pays membres n'ont jamais dépassé 500 livres sterling.

Relations avec les Nations Unies et les institutions spécialisées : Le Conseil exécutif de l'UNESCO a déclaré qu'il envisagera peut-être de collaborer avec ce Bureau.

Note : Par sa résolution 262 O (IX), le Conseil a considéré qu'aucune décision ne s'imposait pour le moment en ce qui concerne la liquidation éventuelle, la fusion ou l'intégration du Bureau, ou l'établissement éventuel de relations avec lui.

#### (38) UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Adresse : Helvetiastrasse, 7, Berne, Suisse.

Pays membres : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Cuba, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Liban, Liechtenstein, Luxembourg, Mexique, Maroc (zone française), Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Syrie, Tanger, Tchécoslovaquie, Tunisie, Turquie, Union Sud-Africaine, Yougoslavie.

Statut juridique : Créée par une convention élaborée le 20 mars 1883 à Paris, et remplacée ultérieurement par la Convention de Bruxelles du 14 décembre 1900, la Convention de Washington du 2 juin 1911, la Convention de La Haye du 6 novembre 1925 et la Convention de Londres du 2 juin 1934. Les signataires de la Convention de 1934 ne comprennent pas tous les membres de l'Union, puisque tout membre qui a adhéré à la Convention primitive ou à l'une quelconque des Conventions ultérieures est membre de l'Union.

Fonctions et buts généraux : Assurer la protection internationale des droits de propriété industrielle, notamment brevets, maquettes utilitaires, maquettes et dessins industriels, marques de fabrique, raisons commerciales, marques d'origine, et lutter contre la concurrence déloyale. A cet égard, le Bureau de l'Union centralise et diffuse des renseignements, étudie des questions présentant un intérêt commun pour les membres de l'Union, prépare et publie des rapports annuels et des périodiques.

Structure : L'organe directeur de l'Union est le Bureau international, placé sous l'autorité du Gouvernement suisse. Le Directeur est le membre principal du Bureau.

Ressources financières : Les dépenses sont partagées par les différents pays membres. Le budget pour 1950 s'élevait à 206.092 francs suisses.

Relations avec les Nations Unies et les institutions spécialisées : La Commission intérimaire de l'OIC a étudié quelle forme de relations pourrait être établie entre l'Union et l'OIC. Une collaboration va sans doute être établie avec l'OMS dans le domaine de la médecine internationale.

Note : Par sa résolution 262 M (IX), le Conseil a décidé de ne faire pour le moment aucune recommandation au sujet de la liquidation éventuelle de l'Union, ou de sa fusion avec un autre organisme.

#### (39) COMITE CONSULTATIF INTERNATIONAL DU COTON

Adresse : South Agriculture Building, Washington, D.C.

Pays membres : République fédérale d'Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Chine, Danemark, Egypte, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Inde, Italie, Mexique, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Royaume-Uni, Soudan, Turquie.

Statut juridique : Créé conformément à une résolution de la Conférence internationale du coton, tenue du 5 au 9 septembre 1939 à Washington.

Fonctions et buts généraux : Suivre de près la situation mondiale du coton; établir une coopération pratique avec la FAO et avec d'autres organisations intéressées; permettre les échanges de vues sur l'évolution de la situation internationale du coton; favoriser la collaboration internationale en ce qui concerne la situation mondiale du coton; fournir des statistiques complètes, sûres et récentes sur la production mondiale, la consommation, les stocks et les prix du coton.

Structure : Le Comité se compose de représentants des pays membres et se réunit en session plénière une fois par an. Entre les sessions plénières, les fonctions sont remplies par un comité permanent, composé de représentants de tous les pays membres. Les principaux membres du Bureau du Comité sont le Président, le secrétaire, le secrétaire général et le secrétaire exécutif.

Ressources financières : Contributions des pays membres, au prorata du total moyen de leurs importations et exportations de coton. Le budget annuel pour l'année commençant le 1er juillet 1951 est de 77.500 livres sterling.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Le Comité collabore étroitement sur le plan technique avec la FAO, et chacun des deux organismes se fait représenter aux réunions de l'autre. La Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base (ICC.ICA) est également en liaison étroite avec le Comité.

Note : Par sa résolution 262 M (IX), le Conseil a décidé de ne faire pour le moment aucune recommandation au sujet de la liquidation du Comité ou de sa fusion avec un autre organisme.

#### (40) GROUPE D'ETUDES INTERNATIONAL DU CAOUTCHOUC

Adresse : Brettenham House, 516 Lancaster Place, Londres, W.C.2.

Etats membres : Australie, Belgique, Birmanie, Canada, Ceylan, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, France, Hongrie, Indonésie, Italie, Libéria, Pays-Bas, Royaume-Uni, colonies et Territoires sous tutelle britanniques, Thaïlande.

Statut juridique : Créé en septembre 1944, après des échanges de vues officiels entre les Gouvernements des Pays-Bas et des Etats-Unis. Les autres membres se sont ultérieurement joints au Groupe, qui a été créé officiellement lors de la quatrième session, tenue en juillet 1947 à Paris, au cours de laquelle a été élaboré le mandat.

Fonctions et buts généraux : Procéder à toutes études que le Groupe jugera utiles sur la situation mondiale du caoutchouc, sans perdre de vue l'intérêt particulier qui s'attache à la réunion de données statistiques suivies et précises concernant l'état de l'offre et de la demande, et son évolution probable ; examiner les moyens les plus efficaces permettant de résoudre les difficultés particulières qui peuvent exister ou surgir, et soumettre des rapports et des recommandations sur ces questions aux gouvernements participants ; examiner les mesures propres à accroître la consommation mondiale de caoutchouc.

Structure : Le Groupe d'études se réunit toutes les fois que les Etats membres l'estiment nécessaire. Entre les sessions, un Comité directeur dirige les travaux du secrétariat permanent.

Ressources financières : Contributions des Etats membres. Le budget pour l'année commençant le 1er juillet 1950 s'élève à 10.000 livres sterling.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Liaison sur le plan général avec la ICC.ICA. Des dispositions ont été prises avec le Bureau de statistique des Nations Unies pour coordonner le rassemblement des statistiques sur le caoutchouc.

Note : Par sa résolution 262 M (IX), le Conseil a décidé de ne faire pour le moment aucune recommandation au sujet de la liquidation du Groupe d'études ou de sa fusion avec un autre organisme.

(41) CONSEIL INTERNATIONAL DU SUCRE

Adresse : 11 Waterloo Place, Londres, S.W.1.

Etats membres : (Les signataires du Protocole du 31 août 1950 portant prorogation de l'Accord jusqu'au 31 août 1951.) Australie, Belgique, Brésil, Cuba, Etats-Unis d'Amérique, France, Haïti, Indonésie, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République Dominicaine, Royaume-Uni, Union Sud-Africaine, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

Statut juridique : Créé par l'Accord international de 1937 concernant la réglementation de la production et du marché du sucre. Par une série de protocoles, certaines parties de l'Accord, notamment celle qui concerne le maintien du Conseil du sucre, ont été prorogées jusqu'au 31 août 1951.

Fonctions et buts généraux : Administrer l'"Accord concernant la réglementation de la production et du marché du sucre" de 1937 ; rassembler et publier des statistiques et autres renseignements relatifs au sucre, et reviser l'Accord lorsque cela paraîtra opportun, en tenant compte des principes généraux de la politique relative aux produits de base, appliqués sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.

Structure : Le Conseil comprend un Conseil général où tous les membres sont représentés et qui se réunit une fois par an au moins, et d'un Comité exécutif de membres, qui exerce toutes les fonctions qui lui sont déléguées par le Conseil.

Ressources financières : Contribution des Etats membres. Pour l'année se terminant le 31 août 1951, le budget est de 12.500 livres sterling.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Des arrangements ont été pris avec la FAO et le Bureau de statistique des Nations Unies pour coordonner le rassemblement de statistiques sur le sucre et la diffusion de renseignements. La FAO est en relation de travail étroite avec le Conseil du sucre. La ICC.ICA se tient en liaison étroite avec le Conseil du sucre.

Note : Par sa résolution 262 M (IX), le Conseil a décidé de ne faire pour le moment aucune recommandation au sujet de la liquidation éventuelle du Conseil ou de sa fusion avec un autre organisme.

(42) GROUPE D'ETUDES INTERNATIONAL DE L'ETAIN

Adresse : 7, Carel Van Bylandtlaan, La Haye, Pays-Bas.

Etats membres : Australie, Belgique, Bolivie, Canada, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Indonésie, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, colonies et Territoires sous tutelle britanniques, Thaïlande.

Statut juridique : Créé conformément à une recommandation de la Conférence internationale de l'étain, tenue au mois d'octobre 1946 à Londres. Le Groupe s'est réuni pour la première fois à Bruxelles en avril 1947.

Fonctions et buts généraux : Discuter des problèmes communs de production, de consommation et de commerce de l'étain ; procéder à toutes études que le Groupe jugera utiles sur la situation mondiale de l'étain, sans perdre de vue l'intérêt particulier qui s'attache à la réunion d'éléments d'information suivis et précis concernant l'état de l'offre et de la demande, et son évolution probable ; envisager les solutions possibles des problèmes qui peuvent difficilement être résolus par l'évolution normale du commerce mondial de l'étain, formuler des recommandations et les transmettre aux gouvernements participants.

Structure : Le Groupe se réunit tous les ans. Le Comité directeur se réunit chaque trimestre. Le Groupe a un secrétariat permanent et un personnel de statisticiens.

Ressources financières : Contributions des Etats membres. Le budget est de 9.500 livres sterling pour l'exercice financier commençant le 1er juillet 1950.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Liaison sur le plan général avec l'ICC.ICA ; a conclu des accords de coopération avec le Bureau de statistique des Nations Unies pour coordonner le rassemblement des

statistiques sur l'étain. En avril 1950, le Groupe a adressé au Secrétaire général des Nations Unies une résolution le priant de convoquer une conférence inter-gouvernementale pour conclure un accord international sur l'étain. Comme suite à la résolution 296 (XI) du Conseil, une Conférence de l'étain s'est réunie à Genève le 25 octobre 1950. Elle s'est ajournée le 21 novembre 1950 après avoir décidé de se réunir à nouveau ultérieurement. Le document E/1909 contient une note du Secrétaire général au sujet de la réunion de cette Conférence.

Note : Par sa résolution 262 M (IX), le Conseil a décidé de ne faire pour le moment aucune recommandation au sujet de la liquidation éventuelle du Groupe ou de sa fusion avec un autre organisme.

#### (43) CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE

Adresse : Queen Anne's Chambers, 28 Broadway, Westminster, Londres, S.W.1.

Pays membres : République fédérale d'Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Ceylan, Costa-Rica, Cuba, Danemark, Egypte, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Liban, Libéria, Mexique, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, République Dominicaine, Royaume-Uni, Salvador, Suède, Suisse, Union Sud-Africaine, Venezuela.

Statut juridique : Créé par l'Accord international sur le blé, conclu le 23 mars 1949 à Washington. La quatrième partie de cet Accord, qui concerne le Conseil international, est entrée en vigueur le 1er juillet 1949. L'article XXII de cet Accord prévoit qu'il restera en vigueur jusqu'au 31 juillet 1953.

Fonctions et buts généraux : Administrer l'Accord international sur le blé signé à Washington le 23 mars 1949.

Structure : Le Conseil se réunit au moins une fois pendant chaque moitié de l'année agricole, et à tout autre moment fixé par le Président. Le Comité exécutif fonctionne sous la direction du Conseil. Le Conseil a créé un Comité consultatif technique permanent des équivalences de prix.

Ressources financières : Contributions annuelles des Etats importateurs et exportateurs, au prorata du nombre de votes qu'ils détiennent lorsque le budget de l'année agricole est fixé. Le budget pour l'année commençant le 1er août 1950 était de 38.200 livres sterling.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : L'Organisation des Nations Unies, la FAO, la future OIC et l'ICC.ICA sont autorisées à se faire représenter au Conseil aux termes de l'Accord sur le blé. Le Conseil maintient une liaison générale avec l'ICC.ICA et la FAO.

Note : Par sa résolution 262 M (IX), le Conseil a décidé de ne faire pour le moment aucune recommandation au sujet de la liquidation éventuelle du Conseil ou de sa fusion avec un autre organisme.

#### (44) GROUPE D'ETUDES INTERNATIONAL DE LA LAINE

Adresse : (Temporaire) Aux bons soins du Board of Trade, Millbank, Londres, S.W.1.

Etats membres : Les Gouvernements suivants étaient représentés à la session d'octobre 1950 : République fédérale d'Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Canada, Danemark, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Inde, Italie, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Pologne, République Dominicaine, Royaume-Uni, Suisse, Union Sud-Africaine, Uruguay, Yougoslavie.

Statut juridique : Créé conformément à une recommandation de la Conférence de la laine, tenue en novembre 1946, à Londres. Le Groupe a tenu sa première réunion en avril 1947.

Fonctions et buts généraux : Discuter des problèmes communs de production, de consommation et de commerce de la laine ; procéder aux études que le Groupe jugera utiles sur la situation mondiale de la laine, sans perdre de vue l'intérêt particulier qui s'attache à la réunion d'éléments d'information suivis et précis concernant l'état de l'offre et de la demande et son évolution probable, en utilisant pour cela les sources existantes dans toute la mesure du possible ; envisager les solutions possibles de tous les problèmes ou des difficultés qui peuvent difficilement être résolues par l'évolution normale du commerce mondial de la laine ; formuler des recommandations et les transmettre aux gouvernements participants.

Structure : Le Groupe se réunit toutes les fois qu'il est nécessaire. Il a désigné un comité technique. Les services du secrétariat sont assurés par le Gouvernement du Royaume-Uni.



Ressources financières : Aucune contribution n'est exigée pour l'instant ; le Royaume-Uni assure le fonctionnement du secrétariat.

Relations avec les Nations Unies et les institutions spécialisées : Relations de travail officielles avec la FAO et liaison générale avec la ICC.ICA.

Note : Par sa résolution 262 M (IX), le Conseil a décidé de ne faire pour le moment aucune recommandation au sujet de la liquidation éventuelle du Groupe ou de sa fusion avec un autre organisme.

#### (45) OFFICE INTERNATIONAL DU VIN

Adresse : 11, rue Roquépine, Paris VIIIème, France.

Pays membres : Algérie, Allemagne, Autriche, Bulgarie, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Luxembourg, Maroc, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Suisse, Tchécoslovaquie, Tunisie, Turquie, Yougoslavie.

Statut juridique : Créé par l'Accord international du 29 novembre 1924, à l'Exposition internationale de Paris.

Fonctions et buts généraux : Réunir, étudier et publier des renseignements sur le vin ; attirer l'attention des pays membres sur les mesures appropriées pour la protection des intérêts des viticulteurs et l'amélioration des conditions sur le marché international des vins ; soumettre aux gouvernements toutes propositions visant à :

- 1) Protéger les appellations d'origine des vins ;
- 2) Garantir la pureté et l'authenticité des produits ;
- 3) Réprimer la fraude et la concurrence déloyale ; prendre, compte tenu de la législation de chaque pays, toutes mesures visant à développer le commerce des vins.

Structure : L'Office se réunit deux fois par an, en décembre et en juillet. Le Directeur et le Secrétaire général sont les membres principaux du Bureau.

Ressources financières : Contributions des pays membres.

Relations avec les Nations Unies et les institutions spécialisées : Des dispositions ont été prises en 1948 avec la FAO en vue de l'échange de renseignements.

Note : Par sa résolution 262 I (IX), le Conseil a pris acte avec satisfaction de l'établissement de relations avec la FAO.

## VII. AUTRES ORGANISATIONS

### (46) COMMISSION DES CARAIBES

Adresse : Kent House, Port d'Espagne, Trinité, Antilles anglaises.

Etats membres : Etats-Unis d'Amérique, France, Pays-Bas, Royaume-Uni.

Statut juridique : Créée par un accord signé le 30 août 1946 à Washington, D.C. et entré en vigueur le 6 août 1948.

Fonctions et buts généraux : La Commission est un organe consultatif doté de la capacité juridique nécessaire pour l'exercice de ses fonctions. Elle s'occupe de questions économiques et sociales d'intérêt commun pour la région des Caraïbes et s'intéresse notamment à l'agriculture, aux communications, à l'éducation, aux pêcheries, à la santé, au logement, à l'industrie, à la main-d'oeuvre, aux services sociaux et au commerce.

Structure : La Commission se réunit deux fois par an au moins. Le Conseil de recherche agit en tant qu'organe auxiliaire de la Commission en ce qui concerne les recherches scientifiques, techniques, sociales et économiques. La Conférence des Antilles, autre organe auxiliaire de la Commission, se réunit tous les deux ans. Le secrétariat central, à la tête duquel se trouve le secrétaire général, dessert la Commission et les organes auxiliaires.

Ressources financières : Les Etats membres versent des contributions suivant un barème établi; le budget pour 1951 s'élève à 326.758 dollars.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : L'Accord de 1948 prévoit la collaboration avec les Nations Unies et avec les institutions spécialisées appropriées en ce qui concerne les questions présentant un intérêt commun. Une liaison étroite avec les Nations Unies est maintenue à l'échelon du Secrétariat. Les Nations Unies et certaines institutions spécialisées ont participé aux réunions des organes auxiliaires de la Commission.

Note : Par sa résolution 262 H (IX), le Conseil a pris acte avec satisfaction du fait que les organes appropriés de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées ont établi des relations avec la Commission des Caraïbes.

(47) COMMISSION DU PACIFIQUE SUD

Adresse : Pentagon, Anse Vata, Nouméa, Nouvelle-Calédonie

Etats membres : Australie, Etats-Unis d'Amérique, France, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni.

Statut juridique : Créée par un accord conclu entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la France et les Etats-Unis d'Amérique. Signé à Canberra le 6 février 1947, cet accord est entré en vigueur le 24 juillet 1948.

Fonctions et buts généraux : Encourager et renforcer la collaboration internationale afin de développer le bien-être économique et social des populations des territoires non autonomes de la région du Pacifique Sud.

Structure : La Commission se compose de douze Commissaires au maximum et se réunit régulièrement deux fois par an et à d'autres dates si elle en décide ainsi. Elle a constitué un Comité de travail qui se réunit lorsque cela est nécessaire. Elle possède deux organes auxiliaires: le Conseil de recherches du Pacifique Sud, qui tient lieu d'organe consultatif permanent, et la Conférence du Pacifique Sud, qui se réunit tous les trois ans au moins. Le secrétariat est dirigé par le secrétaire général. Un secrétaire général adjoint dessert la Commission et ses organes auxiliaires.

Ressources financières : Les dépenses sont réparties proportionnellement entre les gouvernements participants. Le budget pour l'année civile 1951 s'élève à 149.165 livres sterling.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : L'Accord de 1947 prévoit que, tout en n'ayant pas de rapports organiques avec l'Organisation des Nations Unies, la Commission coopérera, dans toute la mesure du possible, avec l'ONU et les institutions spécialisées. Des contacts officiels ont été établis avec l'ONU et certaines institutions spécialisées.

Note : Par sa résolution 262 H (IX), le Conseil a noté avec satisfaction que les organes appropriés de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées ont établi des relations avec la Commission du Pacifique Sud.

(48) CONSEIL DE COOPERATION TECHNIQUE EN ASIE DU SUD ET DU SUD-EST

Adresse : P.O. Box No. 593, Colombo, Ceylan.

Pays membres : Australie, Canada, Ceylan, Inde, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Royaume-Uni.

Statut juridique : Créé aux termes d'un acte constitutif, signé à Londres en septembre 1950.

Fonctions et buts généraux : Contribuer au développement économique de l'Asie du Sud et du Sud-Est par le moyen d'une assistance technique. Aux termes de l'accord intervenu entre les Gouvernements participants, l'assistance doit être en principe bilatérale, sans exclure cependant la réalisation de programmes intéressant un plus grand nombre de pays.

Structure : Le Conseil est composé d'un représentant de chacun des gouvernements participants. Il est autorisé à admettre, à tout moment, d'autres gouvernements parmi ses membres. Il aura son siège à Colombo, et ses réunions pourront avoir lieu soit au siège, soit hors du siège, aussi souvent qu'il sera nécessaire. Un Bureau a été constitué pour assister le Conseil; son directeur et son personnel élaboreront le programme de coopération technique et en organiseront l'exécution.

Ressources financières : Contributions des gouvernements des pays membres.

Pour la période 1950-1953, on envisage une assistance d'une valeur maximum de 8 millions de livres sterling.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : L'acte constitutif signale la nécessité pour le Conseil de coopérer avec les Nations Unies et les autres organisations qui fournissent dans la région une assistance technique; aux termes de cet acte constitutif, le directeur du Bureau est invité à établir une liaison avec les Nations Unies et les institutions spécialisées. Le Conseil a invité le Bureau de l'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies à détacher un fonctionnaire chargé d'assurer la liaison auprès de son siège à Colombo.

ANNEXE A

Liste des organisations figurant précédemment  
sur la liste et supprimées conformément aux décisions du Conseil \*

Agence interalliée des réparations  
Bureau central panaméricain d'eugénique et d'homiculture  
Bureau international de l'enseignement technique  
Bureau des statistiques baleinières internationales  
Comité interaméricain du café  
Comité international de coordination pour les mouvements migratoires européens  
Comité juridique interaméricain  
Comité mixte de l'étain  
Commission américaine permanente de l'aéronautique  
Commission d'experts pour la codification du droit international  
Commission de l'Extrême-Orient  
Commission interaméricaine pour l'administration territoriale  
Commission internationale des pêcheries  
Commission internationale des pêcheries de saumon dans le Pacifique  
Commission internationale de police criminelle  
Commission des Nations Unies pour les crimes de guerre  
Commission permanente de juristes pour l'unification du droit civil et  
commercial de l'Amérique  
Commission permanente de La Havane pour l'étude de la législation comparée  
et l'unification du droit  
Commission permanente de Montevideo pour la codification du droit international  
privé  
Commission permanente de Rio-de-Janeiro pour la codification du droit inter-  
national public

---

\* Ces décisions ont été adoptées à la neuvième session du Conseil (résolution 252 Q) et à sa onzième session (rapport du Comité de coordination relatif aux organisations intergouvernementales, document E/1765; le Conseil n'a pas expressément adopté de résolution à cette session).

Conférence européenne des horaires

Institut international pour l'unification du droit privé

Office interaméricain des marques de fabrique

Office international de chimie

Organisation économique sous la direction du Commissaire général britannique  
pour l'Asie du Sud-Est

Service international d'observation et de patrouilles pour les glaces de  
l'Océan Atlantique Nord

Union internationale pour la protection de la nature

ANNEXE B

INDEX ALPHABETIQUE

- Association internationale d'essais de semences (4)  
Banque des règlements internationaux (35)  
Bureau central de la carte du monde au millionième (16)  
Bureau hydrographique international (32)  
Bureau international de l'éducation (19)  
Bureau international des expositions (37)  
Bureau international des poids et mesures (18)  
Bureau international des tarifs douaniers (36)  
Bureau international permanent de chimie analytique pour les matières  
destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux (8)  
Comité consultatif international du coton (39)  
Comité permanent des congrès internationaux de médecine et de pharmacie  
militaires (21)  
Commission centrale pour la navigation du Rhin (33)  
Commission des Caraïbes (46)  
Commission du Danube (31)  
Commission du Pacifique Sud (47)  
Commission interaméricaine des femmes (25)  
Commission internationale baleinière (12)  
Commission internationale des industries agricoles (3)  
Commission internationale de la lutte contre le doryphore (6)  
Commission internationale du phare du cap Spartel (34)  
Commission internationale de sériciculture (5)  
Commission internationale pour l'exploration scientifique de la mer  
Méditerranée (14)  
Commission internationale pénale et pénitentiaire (22)  
Conférence internationale pour l'unité technique des chemins de fer (30)  
Conseil de coopération technique en Asie du Sud et du Sud-Est (48)  
Conseil des pêcheries de l'océan Indien et de l'océan Pacifique (13)  
Conseil international du blé (43)  
Conseil international du sucre (41)

Conseil international pour l'exploration de la mer (11)  
Groupe d'études international du caoutchouc (40)  
Groupe d'études international de l'étain (42)  
Groupe d'études international de la laine (44)  
Institut interaméricain d'études indigènes (28)  
Institut interaméricain de sciences agricoles (1)  
Institut de la nutrition de l'Amérique centrale et du Panama (9)  
Institut international du froid (10)  
Institut international pour la protection de l'enfance (24)  
Institut panaméricain de géographie et d'histoire (17)  
Office central des transports internationaux par chemins de fer (29)  
Office central international pour le contrôle du commerce des spiritueux  
en Afrique (25)  
Office interaméricain de la radio (28)  
Office international des épizooties (7)  
Office international du vin (45)  
Offices agricoles du Commonwealth (2)  
Organisation sanitaire panaméricaine (20)  
Union internationale de secours (27)  
Union internationale pour la protection des droits des auteurs sur leurs  
oeuvres littéraires et scientifiques (15)  
Union internationale pour la protection de la propriété industrielle (38)